PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

VOIX OUVRIERE

POUR LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE

6 AVRIL 1965 — N° 34 — Paraît toutes les deux semaines - 0,50 F

LA LOI DU PLUS FORT

L'escalade continue au Viet-nam. L'aviation américaine bombarde de plus en plus des objectifs « économiques » et non plus seulement « militaires ». Ponts, routes, usines sont systématiquement détruits. Pourquoi ? par représailles ? On n'invoque même plus le prétexte.

Les U.S.A., conscients que personne ne les empêchera d'utiliser leur énorme supériorité matérielle, que personne ne les empêchera d'intervenir, s'attaquent à un petit pays, avec lequel ils ne sont même pas officiellement en guerre, pour l'amener à subir leur loi, pour l'amener à se rendre et, avec lui, les populations du Sud.

Au Guatemala, ils avaient réussi à renverser un gouvernement qui déplaisait à l'United-Fruit grâce à des mercenaires, à Cuba des mercenaires identiques ont échoué à la baie des Cochons, au Viet-nam les U.S.A. n'arrivent même plus à recruter de tels mercenaires. Plus exactement, ils en ont, mais ils ne peuvent guère compter dessus. Alors, ils interviennent eux-mêmes. Mais de loin !

Ils savent bien qu'ils ne pourraient pas intervenir militairement, avec leurs propres troupes, au Nord-Viet-nam. Ils y retrouveraient au centuple ce qu'ils trouvent au Sud, ce que l'impérialisme français y avait trouvé antérieurement.

Alors ils emploient l'aviation. C'est commode et sans grand risque. La faiblesse de la défense anti-aérienne du Nord-Viet-nam fait de ces expéditions de simples vols d'entrainement avec à peine un peu plus de casse.

Bien sûr, il y a les fusées russes « sol-air » à têtes chercheuses. Mais si leur rapidité, une fois en action, est du même ordre de grandeur que la vitesse avec laquelle elles parviennent au Viet-nam, si elles y parviennent, ce n'est sûrement pas elles qui empêcheront les bombardements américains de continuer.

Les U.S.A. savent qu'ils ont les mains libres, parce qu'en cas de conflit ouvert avec l'U.R.S.S., ils savent que le rapport des forces sur le plan strictement militaire serait en leur faveur. Ils savent donc que l'U.R.S.S., mise militairement en demeure de céder, cèdera toujours dès qu'elle n'est pas directement concernée, car elle ne peut pas prendre le risque d'une guerre. C'est sur cela que repose « l'escalade ».

Si les U.S.A. se sentent libres d'agir à leur guise, c'est parce qu'ils savent que rien ne les menace, ni militairement, ni autrement. Ils savent que si leur domination sur tel ou tel pays ne peut être mise en cause, leur propre existence ne l'est pas. Rien ne menace de l'intérieur l'impérialisme, qu'il soit américain, allemand, anglais ou français.

Non seulement les dirigeants de l'Union soviétique ont depuis bien longtemps renoncé à impulser et à diriger la lutte révolutionnaire du prolétariat des nations industrialisées, au contraire, ils utilisent toutes les forces dont ils disposent de par le monde pour s'opposer à cette lutte.

Aujourd'hui le prolétariat des pays impérialistes est non seulement désarmé, mais il ne se sent même pas concerné. Et qui, plus que les ouvriers américains, pourrait retenir leurs propres exploiteurs engagés sur le moderne sentier de la guerre.

C'est surtout pour cela que les U.S.A. se sentent les mains libres : ils ont leurs arrières assurés.

Et c'est pourquoi, un jour ou l'autre, l'Union Soviétique devra ou bien subir la loi de l'impérialisme américain sans combattre, pour « éviter la

● Suite page 2

dans ce numéro

- LA MARCHE DES BRETONS SUR PARIS, LE 8 AVRIL ..... p. 2
- A LA THOMSON-HOUSTON : DEMYSTIFICATION ..... p. 2
- LE PROBLEME NOIR AUX ETATS-UNIS ..... p. 6
- L'ACCORD FRANCO-RUSSE SUR LA TELEVISION ..... p. 6
- AU PAYS DU SOCIALISME « ARABO-ISLAMIQUE » ..... p. 6
- VINGT ANNEES D'HISTOIRES RENAULT ..... p. 8
- ECHOS DES ENTREPRISES (extraits des bulletins V.O.) ..... p. 3, 4 et 5

La faim du monde

De grandes affiches sur les murs de Paris. Un enfant noir, squelettique, le ventre gonflé, accroupi dans la poussière, sans doute à la recherche d'une racine comestible.

« Ils ont faim »... « Partageons ». « Nous sommes solidaires ».

Des boy-scouts de 13-14 ans travaillent le dimanche, bricolent, organisent des ventes de charité, puis achètent des marteaux, casseroles, ustensiles divers et les envoient au Gabon, au Togo, ou ailleurs.

Les gosses s'y consacrent de plein cœur. Ils ont de l'enthousiasme et ils y croient. Ils croient à l'utilité des casseroles envoyées au Gabon et des bêches envoyées en Somalie.

Et l'Eglise qui organise cette campagne contre la faim se donne le beau rôle. Elle fait, n'est-ce pas, tous les efforts possibles, tout ce qui est dans ses moyens. Pour « nos frères », pour ces frères qui crèvent de faim, ou végètent dans une misère indescriptible.

Certes, le pape Paul VI est solidaire des armées américaines qui défendent la « civilisation » au Viet-nam, mais il ne faut surtout pas croire aux apparences. Les temps seraient révolus où les curés bénissaient les bateaux transportant les esclaves noirs. Les temps seraient révolus où l'amen des missionnaires consacrait les massacres des conquistadors, où des peuples entiers disparurent sous l'effet conjugué du bain de sang et d'eau bénite. En Amérique, en Afrique, en Asie, partout !

Maintenant, l'Eglise « aide ». A quoi peut prétendre cette « aide » ?

Au XXe siècle, alors que le savoir humain atteint des sommets jusque là inconnus, alors que des fusées sillonnent l'espace, alors que l'homme maîtrise de plus en plus la matière, les deux tiers de l'humanité ont faim. Rarement des « famines » certes, mais cette dénutrition chronique qui décharne le corps, abrutit l'esprit et tue à petit feu.

On considère généralement que la sous-alimentation commence au-dessous de 2.500 calories par jour. Dans les contrées bien nourries d'Europe et d'Amérique du Nord, la moyenne journalière est de l'ordre de 3.400 calories.

Or, 70 % de la population mondiale disposent de moins de 2.500 calories, 1.800 au Togo, 1.650 aux Indes, pour ne citer que ces pays.

Et cela en moyenne !

Dans les camps de la mort nazis on « disposait » de 800 calories par jour. Des millions d'Africains, d'Indiens, d'Américains du Sud sont en dessous de ce chiffre.

Alors que la France n'a pas connu de véritable famine depuis 1709, l'on rencontre couramment en Asie ce type d'homme dont seuls les libérés squelettiques d'Auschwitz peuvent donner une image ressemblante... Et l'on y meurt à 30 ans, de vieillissement...

Voilà les faits. Et on les commente, on les explique, on cherche les causes.

Dans le meilleur des cas, on accuse les facteurs naturels.

Sans trop de conviction, d'ailleurs. Climat ingrat, sol peu fertile, obstacles d'ordre naturel qui empêchent le développement de l'agriculture et, partant, de l'industrie. D'où sous-développement avec tout son cortège de misères, de famine, d'analphabétisme.

D'autres accusent les hommes : les Africains sont par nature fainéants, les Indiens ne savent faire que des enfants. S'ils sont sous-développés, c'est bien par leur faute. D'ailleurs, la preuve : les conditions naturelles ne sont pas meilleures en Europe qu'ailleurs, et pourtant... Et la théorie raciste de s'en mêler : les blancs, eux, sont industrieux, travailleurs, actifs, alors que « les autres »...

(Peu importe à ces raisonneurs que les travaux les plus durs, les plus épuisants délaissés par les ouvriers français soient faits par des ouvriers venus des pays sous-développés).

Les promoteurs de la campagne contre la faim ne se donnent pas la peine d'expliquer. Car — sous-entend-on — à quoi bon expliquer ? « Nos frères » sont dans la misère, il faut les « aider », voilà tout.

Mais pourquoi les pays sous-développés en sont-ils réduits à être « aidés » ? Pourquoi doivent-ils se contenter de charité, de miettes, qui d'ailleurs n'empêchent pas les famines de sévir, la sous-alimentation de durer ? Pourquoi n'ont-ils su, ou n'ont-ils pu s'industrialiser, se développer, se créer ce bien-être — d'ailleurs tout relatif pour certains — dont bénéficient les pays d'Europe ? Et, enfin, pourquoi, malgré casseroles, bêches, marteaux, ustensiles de toute sorte que des âmes charitables leur expédient, restent-ils sous-développés ?

L'histoire donne la réponse.

L'appauvrissement des pays du tiers-monde est parallèle à l'enrichissement des pays capitalistes. La naissance même du capitalisme occidental est marquée par le génocide de la population des futurs pays sous-développés. En Amérique Centrale et du Sud, les conquistadors espagnols et portuguais ont liquidé des civilisations qui, en beaucoup de domaines, n'avaient rien à envier à la civilisation européenne. Des populations entières, tels les Incas, les Aztèques disparurent, ou furent réduits à travailler sur les plantations ou dans les mines d'européens, dans les pires conditions d'esclavage. Les richesses accumulées, rapatriées en Europe, servirent de point de départ au développement du commerce en Espagne, aux Pays-Bas, en Angleterre.

La population d'Afrique a été pareillement décimée, d'une façon jusque alors inconnue dans l'histoire. Dans certaines régions d'Afrique, la quasi-totalité de la population mâle, les plus jeunes, les plus vigoureux furent tués ou envoyés en esclavage sur les plantations d'Amérique du Nord. L'Afrique souffre encore de ce dépeuplement, elle reste malgré la récente poussée démographique, un des continents les moins peuplés.

Sur les traces des conquistadors, des aventuriers, des marchands d'esclaves, vint la colonisation, l'exploitation systématique des pays du tiers-monde par des métropoles capitalistes.

Ses effets furent, si possible, plus dévastateurs encore que ceux des pillages. Car alors que l'exploitation des colonies a permis à certains pays industriels un développement économique vertigineux, les colonies furent non seulement maintenues à leur niveau du début de l'ère coloniale, mais encore tout ce qui aurait pu servir de point de départ au développement de l'économie locale y fut systématiquement détruit. La concurrence des produits manufacturés exportés d'Europe a entraîné la désagrégation des anciennes industries artisanales, voire de l'industrie manufacturière qui pouvait préexister dans le pays colonisé. Là où la simple concurrence ne suffisait pas, l'armée colonisatrice a fait le reste.

Aux Indes, des millions d'artisans furent réduits au chômage, à la mort même, et une industrie textile artisanale, primitive certes,

● Suite page 7

AU MAROC
explosion de colère

Le mécontentement qui couve au Maroc a brusquement éclaté le mercredi 23 mars. L'origine des incidents, comme souvent dans ces cas, est anodine : des lycéens et des étudiants, en grève quasi-permanente depuis deux mois, manifestent contre une réforme détournant ceux qui ont plus de 17 ans des études secondaires pour les diriger vers l'enseignement technique. Le 23 mars, le meeting de protestation tourne à l'émeute et, pendant 48 heures, une vague de colère va secouer les grandes villes marocaines. Parti de Casablanca, le mouvement étudiant fait tache d'huile et s'étend immédiatement à Rabat et à Fès. Partout les forces de répression réagissent avec la même brutalité : à Casablanca, l'armée, venue renforcer la police, tire sur la foule. Les quartiers ouvriers sont cernés, des travailleurs abattus. Des centaines de chars et d'automitrailleuses circulent dans la medina, tirant sur tous ceux qui ne respectent pas le couvre-feu fixé à 21 heures. L'état de siège est décrété, les communications avec l'étranger suspendues. Tous ceux qui sont connus pour leurs opinions oppositionnelles sont arrêtés, brutalisés.

La répression est à l'image de la peur éprouvée par les autorités : immense, et l'U.M.T. (Union Marocaine des Travailleurs) estime à plus de six cents les personnes abattues, sans compter l'exécution, le samedi 27 mars, de quatorze personnes condamnées pour « actes criminels » en juin et juillet 1964 en raison de leur attitude pro-algérienne, et qui apparaît nettement, dans le contexte actuel, comme une exécution d'otages.

Point n'est besoin, pour expliquer cette flambée de colère d'avoir recours aux traditionnels complots de l'étranger, ni même aux non moins traditionnelles bandes de blousons noirs oisifs et dépravés cherchant à provoquer des incidents. C'est dans la réalité marocaine, dans l'immense misère accumulée partout qu'il faut chercher l'explication des événements.

Partout la misère... Car dans ce pays où une poignée de capitalistes et de gros propriétaires fonciers vit dans un luxe inouï, la misère est le lot quotidien de tous.

Pour la paysannerie qui représente 75 % de la population (9 millions sur 12 millions d'habitants) la situation est catastrophique. Des millions de fellahs végètent sur des lopins de terre rocailleux, tandis que les vastes plaines fertiles sont le domaine des colons. D'après les statistiques officielles, il ressort que :

— moins de 15 % des terres sont ensemencées régulièrement ;

— 1 million d'hectares des meilleures terres appartiennent à une poignée de gros colons, français et marocains ;

— 93 % de la paysannerie est analphabète.

La réforme agraire, ardemment désirée, a fait l'objet de nombreux « projets », gouvernementaux. Hassan II a même discuté avec De Gaulle de la possibilité de récupérer les terres appartenant encore aux colons français ! Mais pour les paysans, la situation ne fait qu'empirer avec l'augmentation des prix et fréquemment, deux hectares de terre ne permettent même pas de manger.

Devant la misère croissante des campagnes, des dizaines de milliers de paysans pauvres viennent se concentrer dans les bidonvilles des banlieues urbaines, grossissant le nombre des chômeurs. Casablanca, capitale économique du Maroc, compte 400.000 chômeurs sur une population d'environ un million d'habitants. Dans les faubourgs, c'est la misère, et innombrables sont ceux qui n'ont pour vivre, eux et leur nombreuse famille, que le « salaire » de la femme ou d'une fille employée comme domestique chez les riches.

Ceux qui ont du travail ne sont guère plus heureux. La classe ouvrière marocaine voit sans cesse son niveau de vie baisser. Les taxes (le kg de sucre est taxé de 65 francs) et l'inflation ont, depuis 1955, diminué de 50 % le pouvoir d'achat de la masse laborieuse. Des réactions existent, souvent violentes. Grèves des cheminots, des postiers, des mineurs des phosphates se sont succédées l'année dernière. Les 16 et 18 décembre, Casablanca était paralysée par un mouvement de grève, lancé par l'U.M.T. (cette centrale, la plus importante, regroupe 650.000 travailleurs). Les ouvriers demandaient 30 % d'augmentation, ils ont obtenu des coups de matraque.

La petite bourgeoisie et les intellectuels n'ont pas plus de rai-

● Suite page 6

La « marche sur Paris » des bretons le 8 avril

A l'Ouest rien de nouveau

Les Bretons vont venir manifester **à Paris le 8 avril. Cette** manifestation **placée sous** le signe « **L'Ouest veut vivre** » est organisée **par** la C.G.T. **et** la C.F.D.T.

Pourquoi cette manifestation ? Après les licenciements effectués aux Chantiers de Saint-Nazaire en février 1964, d'autres licenciements continuent dans la région bretonne. Les milieux syndicalistes s'inquiètent et ont décidé une « **marche sur Paris** » ! Son but. « **Faire connaître à** l'ensemble du pays la situation économique sérieuse de la région Ouest. » Et les dirigeants de la C.F.D.T. et de la C.G.T. ont expliqué au cours d'une conférence de presse que « Déjà l'an dernier, à la suite de la manifestation du 19 février à Nantes une action régionale avait été envisagée. A l'époque, bien entendu, il ne s'agissait que d'une action locale des travailleurs de Saint-Nazaire et de Nantes.

Or, en février de l'an dernier, le mécontentement était grand et les travailleurs faisaient preuve d'une grande combativité. C'était 1.500 à 2.000 licenciements au total pour les Chantiers qui étaient attendus. Le pays entier, tant la région parisienne que les autres régions « sous-développées » de province **avaient** l'attention fixée sur Saint-Nazaire. « Voix Ouvrière », dans une lettre adressée le 13 février 1964 aux organisations C.G.T. - C.F.T.C. - C.G.T. - F.O. - C.G.C. - F.E.N. - P.C.F. - S.F.I.O. et P.S.U. avait préconisé l'organisation d'une « marche sur Paris » de tous les métallurgistes, de Saint-Nazaire et de sa région, de tous les travailleurs **en lutte** contre les licenciements dans le but de mobiliser autour d'eux les travailleurs parisiens, pour tous ensemble, aller manifester là où se trouve le Pouvoir et exiger la diminution du temps de travail pour tous avec maintien de la paie.

Dans notre lettre aux organisations membres du Comité de Défense de l'Emploi, nous écrivions :

... « **pour** ne prendre que ces **deux seules revendications pourtant minimum et vitales : réintégration** des licenciés et maintien intégral de la paye avec un horaire fonction du travail, c'est-à-dire 40 heures (ou 35 ou 30) nous ne pourrons pas aboutir sur le seul plan nazairien.

Le gouvernement et le patronat savent fort bien que s'ils cédaient, ne **serait-ce que sur les 40 heures** sans **diminution de la paye et** sans aucun licenciement, ce serait le prélude à l'extension de cette **revendication à tout le pays. Et cette revendication, le patronat ne l'acceptera que contraint.**

C'est donc par une lutte, à l'échelle du pays, pour les 40 heures, que nous pourrons, nous, à Saint-Nazaire, obtenir satisfaction.

Mais puisqu'une lutte générale doit bien commencer quelque part, c'est à Paris qu'il faut aller manifester, c'est à Paris que siège le gouvernement et les Bastilles de la Finance. C'est là qu'il faut frapper pour se faire craindre. Et pour la bourgeoisie aussi, la crainte est le commencement de la sagesse. C'est à Paris que nous pourrons rallier à notre lutte tous les travailleurs du pays et, en premier lieu, ceux de la région parisienne.

C'est pourquoi nous vous proposons d'organiser une marche sur Paris de tous les métallurgistes de Saint-Nazaire et de la région.

C'est difficile. Oui. Mais c'est loin d'être impossible. L'année dernière, les mineurs ont menacé **de le faire et le gouvernement a tremblé. Mais il ne s'agit pas de** faire ce qu'ils ont finalement fait : un convoi spectaculaire sur la route qui s'est dispersé aux portes de Paris, pour se retrouver au **Champ de Mars, à quelques centaines, en début d'après-midi, alors que tous les ouvriers parisiens** étaient au travail.

Ce qu'il faut faire, c'est une **manifestation dans Paris ! Sur la** route, on peut s'en dispenser.

Si dix mille métallos nazairiens et leurs familles arrivent à Paris un jour de semaine, par Boulogne-Billancourt, à 17 h. 30, à la sortie des usines Renault, ce sont des dizaines de milliers de travailleurs qui se joindront **à eux, au départ et en cours de route, pour aller à l'Elysée et au Parlement exiger les 40 heures pour tous. Nul doute alors que gouvernement et** patronat ne redoutent de braver le courroux des travailleurs et ne prennent pas le risque de revivre une seconde expérience **encore plus démonstrative car ce ne sont pas seulement les travailleurs de Saint-Nazaire, mais ceux de Lorraine, de Trieux, de Denain** et de toutes les régions de France où se pose le même problème qui pourraient se donner rendez-vous à Paris.

Les travailleurs de Saint-Nazaire ne sont pas prêts à se laisser faire, ils le montrent tous les jours, il serait coupable de la part de ceux en qui ils mettent leur confiance de ne pas organiser des actions susceptibles d'amener des résultats tangibles.

Ce n'est pas par des compromissions que nous avons obtenu gain de cause en 1955.

Les actions menées jusqu'à présent ont abouti à faire connaître **à l'ensemble du pays la situation** des travailleurs de Saint-Nazaire, **mais elles n'ont pas fait reculer d'un pouce le patronat et le gouvernement. Continuer sur ce terrain, c'est accepter la défaite.**

Vous avez la confiance des travailleurs, **mais si vous n'avez pas de perspectives, si vous n'envisagez** pas de solutions applicables par les travailleurs eux-mêmes, si **vous n'avez pas un plan à opposer à celui du patronat, ce sont les travailleurs que vous démoraliserez, préparant ainsi leur ruine et la vôtre.**

Nous ne devons pas craindre que des initiatives hardies coupent les métallurgistes de Saint-Nazaire des autres classes sociales, car les paysans, par exemple, nous ont montré bien des fois et nous montrent tous les jours qu'ils ne reculaient pas devant des actions résolues. Ce n'est qu'en démontrant qu'elle est capable d'apporter et d'imposer des solutions véritables que la classe ouvrière **pourra rassembler** toute **la population** dans **la** lutte pour **le droit à l'existence.**

Au contraire, en acceptant la **défaite par des démonstrations platoniques, les travailleurs** ne peuvent que s'isoler des autres catégories sociales qui tenteront alors de rechercher des solutions individuelles ou même pire, anti-ouvrières.

Voilà donc, Camarades, les **actions que nous vous proposons** d'organiser.

Pour leur part, les militants et sympathisants de « Voix Ouvrière » sont prêts à prendre leurs responsabilités, à participer tant à l'organisation de la marche sur Paris qu'à celle de la gestion démocratique des industries métallurgiques nazairiennes par les travailleurs et, au besoin, à prendre sur eux la majeure partie des problèmes techniques si ceux-ci vous paraissent être les principales difficultés.

En espérant de votre part une **réponse favorable aux intérêts vitaux des travailleurs nazairiens et de toute la population** laborieuse **du pays.** »

Nous n'avions obtenu aucune **réponse**, et la **presse** de ces organisations avait répondu indirectement à notre proposition par un profond mépris en affirmant que nous étions des aventuriers **et en tournant** en dérision notre **objectif. Il fallait que** les Bretons restent bretons.

Et pourtant, à cette époque, les travailleurs des chantiers étaient presque chaque jour aux prises avec la police et la seule manifestation de Nantes le 19 février 1964 avait rassemblé près de 70.000 travailleurs. Mais, d'après les organisations syndicales, ce n'était pas possible d'aller plus loin que Nantes ! Comme le disent si bien les dirigeants C.G.T., C.F.D.T., **DEJA** l'an dernier une action régionale avait été envisagée. Effectivement, on avait parlé de Rennes, mais Paris, le siège du pouvoir, jamais. Il fallait être réaliste, ne pas répondre à la provocation des « aventuriers trotskystes » Par contre, cette année tout paraît possible.

APRES les licenciements de la Loire-Atlantique, du Choletais, de **Fougères, de Nantes, une action locale paraît insuffisante à nos braves représentants syndicaux.** Une action **régionale leur apporte** un espoir **nouveau, C.G.T. et C.F.D.T. en tête,** et **par-ci par-là, exploitants agricoles et C.G.C.** Ce qui était impossible il y a un peu plus d'un an serait-il devenu réalisable aujourd'hui. En fait, la « marche sur Paris » que nous verrons n'aura rien à voir avec ce que « Voix Ouvrière » proposait l'an dernier.

Aujourd'hui, les esprits se sont calmés. La bataille autour des licenciements de l'an dernier fait partie du passé. Nos braves dirigeants syndicaux peuvent sereinement faire de la « marche sur Paris » une petite manifestation folklorique. Ils peuvent sans risque organiser **leur marche au son** des binious. Le peuple en colère **ne** sera pas là. Deux mille cinq cent délégués se **rendront** à Paris en autocars, se **baladeront** dans les rues tandis que des délégations iront battre avec **leur** semelle les paillassons des ministères. Et pourquoi faire ?

Pour dire à un huissier de prévenir Monsieur le Ministre que les Bretons veulent du travail. Pas pour eux, bien sûr. Eux, les délégués, ce n'est pas le travail qui leur manque à défendre ces pauvres bougres de travailleurs-chômeurs. Mais pour ceux qui sont restés **dans** leur bled et qui se morfondent de ne pouvoir transpirer pour augmenter le Capital de ces messieurs les Bourgeois. Et pour ceux-là, les 2.500 « délégués » ont courageusement pris la décision de « monter » sur Paris réclameront non pas une baisse du temps de travail et des **augmentations de salaires** mais Du Travail, du Travail.

Et aux prolétaires bretons, victimes du chômage on leur demandera une seule chose : trouver au fond de leur porte-monnaie la pièce de 1 Franc pour acheter le macaron portant l'inscription : « L'Ouest veut vivre » et permettre aux 2.500 héroïques défenseurs de la classe ouvrière d'aller jouer les pantins à la grande kermesse parisienne.

F. M.

La réunion publique « VOIX OUVRIÈRE » à Lyon

Cinquante-neuf personnes, très exactement, participaient le 26 mars à la réunion publique organisée à Lyon sur le thème des rapports entre les intellectuels et la classe ouvrière, entre les intellectuels et le parti révolutionnaire.

Si l'assistance ne fut pas très nombreuse, la discussion qui suivit l'exposé de notre camarade devait se dérouler dans une atmosphère sympathique, abordant le sujet sous des aspects très variés.

Les rapports du prolétariat et des révolutionnaires avec la culture bourgeoise, le problème d'une culture prolétarienne ou révolutionnaire, la meilleure manière pour les militants « Voix Ouvrière » d'influencer les oppositionnels de l'U.E.C., le rôle d'une éventuelle organisation de masse, les rapports entre le bolchévisme et le stalinisme furent tour à tour abordés.

La collecte au drapeau organisée à la sortie pour couvrir les frais de location de la salle devait rapporter 150 F (nouveaux bien entendu).

Nos camarades de Grenoble, Dijon, Marseille et peut-être Toulouse prévoient, eux aussi, d'organiser des réunions semblables dans leur ville respective dans le courant du mois de mars.

LA LOI DU PLUS FORT

● Suite de la page 1

guerre », ou bien subir une nouvelle guerre mondiale. Car, nous le voyons au Viet-nam, la guerre est toujours « possible », même si elle n'est pas « vraisemblable ».

Et le seul moyen d'en débarrasser l'humanité, c'est d'accepter de faire pour nous-mêmes une partie des sacrifices que nous acceptons de faire pour rien. C'est d'engager le combat pour la destruction, chez nous et dans le monde, du capitalisme cause des guerres.

Et ce n'est pas en tournant le dos à cette alternative, comme le font les dirigeants de l'Union Soviétique, suivis bien sûr par ceux du P.C.F., que nous éviterons qu'un jour ou l'autre le mugissement des sirènes nous concerne, si nous avons le temps de les entendre.

UNE MORTALITE INFANTILE « DE CLASSE »

Dans une revue médicale très sérieuse « La Presse médicale » du 27 mars 1965, on peut relever ceci en matière de mortalité infantile en France :

« ...Mortalité infantile selon les catégories sociales.

« Bien entendu, les classes aisées et cultivées ont une mortalité particulièrement faible :

Classe sociale	Mortalité infantile
— Industriels, gros commerçants, professions libérales, éducation, cadre..	15,6 à 18,5 %
— Boutiquiers, artisans, employés, ouvriers qualifiés.	22,3 à 25,4 %
— O. S., agriculteurs.	27,5 à 31,7 %
— Manœuvres et mineurs.	plus de 40 %

« Cette inégalité de la mortalité infantile, selon le niveau social, porte presque exclusivement sur la mortalité tardive, la mortalité évitable, car celle du premier mois est, on le sait, très peu réductible... »

Pour l'auteur de l'article, le remède à ces maux se trouve dans « l'éducation sanitaire ».

« ... Il faut, dans ces milieux pauvres, combattre l'état d'esprit actuel, fait d'ignorance, de conservatisme, de méconnaissance du progrès. »

Nous sommes d'accord ! Il faut que ces « milieux pauvres » apprennent à se battre, à ne pas méconnaître l'inégalité sociale, à ne rien conserver de cette société où meurent surtout les enfants des prolétaires.

Les luttes « victorieuses » à la Thomson-Houston

Démystification

Actuellement dans nombre d'usines, la CGT vante les résultats des « 8 semaines de lutte à la Thomson » qui auraient, d'après elle, amené de 7 % à 9 % d'augmentation de salaires.

Nos camarades de la Thomson contestent ces chiffres, visiblement destinés à essayer de lancer d'autres travailleurs dans des mouvements limités ou tournants, par usine :

Après 22 heures de grève, ce qui a été obtenu, c'est 3 % d'augmentation des salaires et la prime a augmentée deux fois de 1 %. Les plus bas salaires ayant une proportion un peu supérieure d'augmentation car le minimum était 26 F par mois ou 0,15 F de l'heure.

2 % de salaires étaient attribués au début octobre, les mouvements ne commencèrent qu'en novembre. D'ailleurs les 7 % à 9 % d'augmentation ne furent proclamés... qu'après que « l'Humanité » l'ait présenté de cette manière, 2 mois après **la fin de la bataille.**

Les tracts intersyndicaux distribués à la Thomson jusque là n'en avaient jamais fait état. Ce qu'ils disaient était bien plus près de la vérité. Voici d'ailleurs quelques extraits significatifs.

Dans un tract CGT et CFDT du 23-12-64, nous lisons :

« Le premier résultat est positif et montre un premier recul, mais il ne peut en aucun cas nous satisfaire, car il ne répond pas à l'ensemble des objectifs que nous nous étions fixés »...

...« La Thomson a déjà lâché 3 %, nous croyons qu'elle peut satisfaire nos revendications. »

Dans un autre tract CGT et CFDT du 5-1-65, intitulé « Analyses et Perspectives », adressé à « Thomson et Filiales », voici comment les résultats furent présentés :

UN PREMIER RESULTAT

« Le lundi 21 décembre, les directions des 5 usines TH et filiales du groupe électronique affichaient : « leur effort définitif en matière de salaires ». Les mesures annoncées prenant effet à compter du 1er janvier 1965.

« — 0,15 de l'heure ou 26 F par mois pour les salaires inférieures à 5,00 F de l'heure ou 8670 F (base 40 heures).

« — 3 % de 867 F à 1.000 F le salaire mensuel base 40 h.

« 2 % au delà de 1.000 F et pour tous les forfaitaires

« Ces notes mentionnaient par ailleurs « l'effort préalable consenti au mois d'octobre (2 et 3 % pour les bas salaires). »

On comprend alors pourquoi à la suite des contestations de nos camarades de la Thomson, le ton de la réponse fatie par la CGT seule, dans un tract du 2-3-65 intitulé « Après une Bataille », soit différent des cris de victoire présentés aux autres usines :

« On peut certes discuter longtemps pour savoir si les 2 % d'octobre doivent être ou non attribués à la lutte.

« A la grève proprement dite, évidemment non puisqu'elle ne débuta que le 4 novembre, mais dans la mesure où la lutte se préparait au grand jour dès septembre (rappelez-vous le communiqué commun CFTC-CGT affiché sur les panneaux syndicaux) nous sommes fondés à considérer ces 2 % d'octobre comme une opération contre-feu de la part de la direction et à les mettre par conséquent au crédit de la lutte de ce dernier trimestre 1964. »

« Au demeurant, comme nous le disions déjà le 16 décembre 1962 à propos des 3 % d'augmentation enregistrés en octobre 1963, c'est au crédit de la **force potentielle** que représentent les travailleurs unis à leurs organisations syndicales, qu'ils faut porter ce genre d'augmentation plutôt qu'à celui de la philantropie de nos administrateurs.

« On remarquera d'ailleurs que jusqu'en septembre 1964 nous n'avions eu que 0,5 % d'augmentation et que la direction s'évertuait à appliquer mécaniquement le plan de stabilisation.

« Quant à la prime qui **n'avait pas bougé de l'année,** force est de constater que c'est précisément en décembre (+ 1 %) et en janvier 1965 (+ 1 %) qu'elle s'est mise à progresser comme par hasard !...

« La « Voix Ouvrière » peut bien contester ce résultat — c'est le contraire qui nous eût étonné — il n'en constitue pas moins une victoire du personnel de Gennevilliers même si cette victoire n'est que relative comparée au contenu de notre cahier de revendications. »

Comme on voit, malgré des explications embarrassées, la CGT-Thomson, n'arrive pas et de loin au 9 % annoncés triomphalement... aux travailleurs des autres entreprises. Elle a déjà bien du mal à garder au crédit des grèves normales les quelques « pour cent » qu'elle s'attribue par ci, par là.

De telles méthodes visent à masquer la vérité aux travailleurs pour les engager dans des voies étrangères à leurs intérêts. Elles sont indignes d'organisations ouvrières.

Il nous faut une presse ouvrière qui nous informe réellement. Car il n'y a pas que le poison de la presse bourgeoise, il y a aussi celui que nous distillent les bureaucratie syndicales.

VINGT ANS d'histoires Renault

● Suite de la page 1

tion de la prime de rendement. D'autres secteurs imitent cette manifestation de mécontement, mais se heurtent à l'opposition systématique des dirigeants syndicaux.

L'atelier 31, secteur Collas, qui avait cessé spontanément le travail par solidarité pour l'atelier 5, n'ayant pu entraîner le reste du département, a été brisé dans son élan par les délégués. On le voit, depuis plusieurs semaines, une agitation grandissante se manifestait. Partout volonté d'en sortir, mais partout aussi sabotage systématique des dirigeants syndicaux et manque absolu de direction et de coordination.

Le mercredi 23 avril, les ouvriers du secteur Collas (boîtes de vitesse, direction, pignons), élisent parmi eux, en réunion générale, un bureau avec mandat de préparer et de décider l'action dans les meilleures conditions... »

Nous continuerons dans notre prochain numéro la publication de cet article de P. Bois, car nous désirons rééditer aussi d'autres textes d'époque et nous observerons donc, autant que faire se peut, un ordre chronologique.

ECHOS DES ENTREPRISES

LES « échos » publiés dans cette rubrique sont extraits des bulletins « Voix Ouvrière » qui paraissent régulièrement dans un certain nombre de grandes entreprises de la région parisienne et des autres centres industriels importants.

En effet, le présent périodique représente l'élargissement de l'activité que des militants ouvriers mènent dans leurs entreprises au moyen de ces bulletins, depuis plusieurs années déjà en certains endroits.

La dégénérescence des partis dits ouvriers, la sclérose des appareils syndicaux se manifestent en premier lieu dans leurs tracts et leurs journaux d'entreprise ou d'atelier, tracts et journaux qui n'expriment plus depuis longtemps ni les préoccupations, ni les sentiments, ni les intérêts des travailleurs.

C'est pourquoi, fin 1956 — alors que sur les ordres d'un Premier ministre « socialiste » les avions français bombardaient Port-Saïd, alors qu'aux applaudissements du parti « communiste » français les tanks russes écrasaient l'insurrection hongroise, alors que le premier avec la complicité du second envoyait les jeunes travailleurs français se battre en Algérie — parurent les premiers bulletins « Voix Ouvrière », simples feuilles polycopiées recto verso, destinées à faire entendre dans les usines la voix des ouvriers révolutionnaires.

Depuis, le nombre de ces bulletins n'a cessé de croître. Leur présentation est toujours la même : au recto, un éditorial commun — pour l'essentiel celui ci-dessous —, au verso, des échos locaux se rapportant à chaque entreprise et commentant les faits majeurs de la vie de l'usine, dénonçant l'exploitation quotidienne et ses agents directs ou indirects, analysant et critiquant d'un point de vue révolutionnaire la tactique des centrales syndicales.

Ces bulletins paraissent tous les quinze jours, certains depuis plusieurs années, d'autres depuis quelques mois à peine, et tous ont rencontré, malgré l'opposition souvent violente des bureaucraties syndicales et politiques, un accueil favorable auprès des travailleurs qui peuvent ainsi connaître et vérifier les idées révolutionnaires sur les problèmes concrets qui se posent à eux journellement à l'atelier ou au bureau.

C'est pourquoi ces bulletins doivent se multiplier et paraître dans de nouveaux secteurs : partout où des prolétaires sont soumis à l'exploitation du capital. Expression d'une tendance révolutionnaire au sein du mouvement ouvrier, les bulletins « Voix Ouvrière » sont ouverts à tous les militants qui se réclament de la lutte des classes, à tous les travailleurs conscients.

EDITORIAL DES BULLETINS D'ENTREPRISE « VOIX OUVRIERE »

C'est au printemps que monte la sève

La vague de mouvements revendicatifs du mois de décembre 1964, dans le secteur public, est restée au point mort. Dans le secteur privé c'est le calme plat et les quelques conflits qui surgissent sont une riposte timide, soit à des licenciements, soit à des brimades patronales. Pas d'action revendicative envisagée. Tout se passe comme si les centrales syndicales qui avaient commencé à se livrer à une surenchère démagogique au début de l'hiver craignaient de voir leurs mots d'ordre pris avec un peu trop de sérieux par les travailleurs. En effet, ces mouvements, bien qu'engagés avec prudence par les dirigeants syndicaux, commençaient à prendre un caractère de généralisation difficilement contrôlable par les organisation traditionnelles de la classe ouvrière. Pendant plusieurs semaines l'agitation politique des organisations « ouvrières » a été dominée par la compétition pour les élections municipales.

Les perspectives économiques sont assez médiocres mais néanmoins une certaine « reprise » est amorcée.

Le gouvernement, qui avait organisé volontairement cette récession pour mettre un terme à la « surchauffe » dont se plaignait tant le patronat, semble avoir réussi dans son opération et être prêt à autoriser les patrons à prendre un peu plus de liberté avec les prix.

Il faut donc s'attendre à voir, d'une part une certaine augmentation des prix, d'autre part une baisse de salaires pour un certain nombre de salariés ou du moins un freinage aux augmentations qui seraient nécessaires en face de la montée des prix. Ceci grâce à la pression d'un chômage larvé sciemment entretenu par le patronat et les pouvoirs publics pour éliminer tout retour à la « surchauffe ».

Les désillusions provoquées chez les travailleurs par le recul des organisations syndicales après la grève du mois de décembre créent un climat assez pessimiste pour le moment. Mais ce pessimisme n'est que superficiel et le mécontentement des travailleurs est certain et pourrait très rapidement devenir explosif pour peu qu'une occasion sérieuse se présente.

C'est pourquoi les syndicats qui craignent le risque de débordement sont plus que jamais inactifs pour ne pas provoquer « inconsidérément » une occasion d'engager la lutte.

Pourtant, les conditions de succès d'une telle lutte ne sont pas négligeables.

D'une part, sur le plan économique, le patronat serait très gêné d'avoir affaire à des conflits d'envergure au moment où il amorce la relance de son expansion. D'autre part, le pouvoir lui aussi serait sérieusement mis en difficulté si des conflits sociaux venaient perturber sa politique à la veille de l'élection présidentielle.

La bourgeoisie est faible. Mais elle a un plan politique. La classe ouvrière est forte, mais elle n'a pas de politique parce qu'elle n'a pas d'organisation capable de défendre ses intérêts véritables.

Dans une première étape, il est difficile d'envisager qu'elle puisse entrer dans un conflit où elle disputerait le pouvoir à la bourgeoisie.

Mais en engageant une lutte pour des objectifs sérieux, elle pourrait faire un grand pas dans la voie de son émancipation.

Sur le plan matériel, il n'est pas utopique d'envisager de faire céder le système capitaliste sur les points importants suivants :

— Retour aux quarante heures, c'est-à-dire exiger l'application d'une loi vieille de trente ans ;

— Augmentation des salaires de 200 F par mois avec un minimum de 1.000 F mensuel (pour quarante heures de travail) ce qui, compte tenu de l'évolution économique, replacerait les conditions matérielles des ouvriers à un niveau sensiblement égal à celui de 1936 ;

— Garantie du salaire quelles que soient les fluctuations économiques ;

— Fin du monopole légal des organisations bureaucratiques qui ne représentent en fait que 10 % des salariés.

Sur le plan politique la classe ouvrière se donnerait, dans cette lutte, de nouveaux cadres capables de remplacer les vieilles organisations sclérosées.

Elle obligerait le pouvoir de la bourgeoisie à compter avec la force politique que représente le prolétariat en lutte qui prélude à la force politique que représente le prolétariat organisé.

Ces objectifs, ils sont à notre portée dès maintenant si nous savons défendre notre droit de vivre comme les capitalistes savent défendre leurs profits.

V. O.

L'ACTION REVENDICATIVE

CHEZ CHAUSSON

MAINTENANT SOYONS PLUS EXIGEANTS

Notre lutte s'est bien engagée. Les trois débrayages que nous avons effectués ont amené à chaque fois de nouveaux et nombreux camarades à nos côtés. Sur le plan de la participation la dernière grève a été un succès. Depuis longtemps nous n'avons pas connu cela chez Chausson.

L'explication en est simple : l'insécurité que la S.U.C. fait régner, les déclassements, les licenciements, la perte de notre pouvoir d'achat nous obligeaient à répliquer. Mais l'unanimité dans la grève s'explique aussi par les mots d'ordre d'ensemble des syndicats. Les luttes passées s'éparpillaient par équipes et par catégories. Les mots d'ordre de grève étaient différents pour chaque usine, chaque atelier. Aujourd'hui, savoir que tout le groupe lutte en même temps pour les mêmes revendications et pouvoir soi-même évaluer notre force est un stimulant. Notre force c'est aussi notre détermination à poursuivre la lutte. Jusqu'à présent nous avons débrayé trois fois tous les huit jours. A ce rythme là, nous le savons bien, nous n'obtiendrons que des broutilles. Mais maintenant que nous nous sommes rendus compte de notre force, nous pouvons faire plus. Nous devons même être plus exigeants et plus déterminés dans la lutte. D'abord nous devons réclamer une augmentation de salaire qui compense réellement la perte de notre pouvoir d'achat. Si le patron revenait sur sa décision en nous accordant 4 % par an, intégrable en 6 mois ou plus, il serait aberrant de nous arrêter à cela.

A la dernière entrevue avec la Direction, les syndicats avaient dit accepter les 90 francs de prime, mais que la lutte se poursuivrait pour une véritable augmentation de salaires. D'accord. Ils avaient ajouté que nous voulons notre dû. D'accord. La S.U.C. nous doit en effet plus de 4 %. Alors pas question d'accepter des miettes.

Si à la suite de la prochaine entrevue, Chausson n'accordait qu'une partie de ce que nous voulons, nous devons durcir notre lutte immédiatement. Les dernières grèves étaient la mobilisation de tous les ouvriers. Maintenant nous devons combattre sérieusement. Ce que nous obtiendrons sera le résultat de notre volonté. Alors allons jusqu'au bout de ce que nous voulons.

(Extrait du n° 186 de la V.O. Chausson).

A BOURGOGNE-ELECTRIQUE (DIJON)

LA GREVE

Le mouvement revendicatif se poursuit. Pendant deux heures, jeudi 1er avril, nous avons fait grève. A vrai dire, 90 % du personnel s'est répandu sur les pelouses : bronzage, pétanque... et petits poissons allèrent bon train. Il faisait beau et tous appréciaient cette interruption de travail. Seuls les grilles fermées et un discours d'une demi-heure d'un délégué rappelaient que c'était la grève. Nous avions déjà fait grève une heure le 26 mars. Réponse de non-recevoir des différentes directions à nos revendications. Le 1er avril c'était donc la deuxième étape, selon la technique à la mode de l'escalade. La combativité de l'ensemble des travailleurs est grande : la preuve en est dans le pourcentage des grévistes.

Le mouvement va sans doute continuer dans les jours qui viennent puisque nous n'avons pas eu satisfaction. Nous avons démarré sur des revendications :

— augmentation de 4 %,
— 1/4 d'heure par jour de diminution d'horaire,
— protocole d'accord,
— sécurité de l'emploi (au fait ce quatrième point semble avoir disparu d'une fois sur l'autre du programme syndical ?).

Les deux premières revendications sont basées sur des promesses non tenues de la direction. A ce stade de lutte, nous devons bien voir les choses en face. Même si nous obtenons satisfaction, après plusieurs grèves, il faudra faire nos comptes. 4 % d'augmentation c'est peu par rapport aux pertes occasionnées par la grève si nous sommes obligés de poursuivre le mouvement assez longtemps. Puisque nous nous battons, luttons pour arracher quelque chose qui en vaille la peine. Et d'abord, pour une augmentation égale pour tous. Une augmentation en pourcentage ne fait qu'accroître les fossés entre les travailleurs. 4 % sur une paye de 500 F, nous donnent 20 F. Sur une paye de 1.500 F, cela fait 60 F. Or ce sont justement les petits salaires qui ont le plus besoin d'augmentation. Bien sûr, si l'on veut compter ce qui manque à notre salaire pour que nous puissions vivre à peu près décemment, c'est 200 F par mois. Nous savons que les ouvriers de B.E. tout seuls ont peu de chance de les obtenir. Mais nous pouvons discuter entre nous de la somme que nous mettrons en avant. Le prochain débrayage doit être pour nous l'occasion de nous mettre d'accord et d'organiser sérieusement notre lutte.

(Extrait de la V.O. Bourgogne Electrique)

A LA SNCF

LE 31 MARS DES « BUREAUX »

Le 31 mars, les cheminots des services « bureaux » (Direction générale, services régionaux et d'arrondissement) ont « manifesté » pour leurs revendications particulières :

— Diminution du temps de travail par la suppression des quatre samedis de récupération.

— Obtention d'un R.C. pour les jours de fête tombant un jour ouvrable normalement chômé.

— Alignement de la prime administrative sur la prime moyenne EX-VB.

Ces manifestations ne semblent pas avoir obtenu le succès escompté.

Après les pétitions nationales qui avaient ogtenu une certaine audience auprès des cheminots, on pouvait espérer trouver plus d'écho pour la phase suivante.

Il est vrai qu'ayant habitué les cheminots à considérer les délégués-avocats comme capables d'arracher tous seuls nos revendications générales, les organisations syndicales ont du mal à rassembler maintenant, pour des revendications catégorielles, un minimum de participants.

Il est faux de croire qu'un bulletin de vote suffit à régler nos problèmes.

Cette position nous a conduit à déserter les actions proposées et à ne pas imposer par notre présence leur développement.

Nous payons, en n'obtenant que des aménagements ou des miettes, de ne pas vouloir imposer par notre pression unanime et constante, notre volonté, pour toutes nos revendications, quelles qu'elles soient.

Le patron ne pourra que se féliciter de cet état d'esprit qui lui permet de fermer la porte au nez des délégués du personnel.

Dans ces conditions, ces derniers ne peuvent déposer qu'un bilan négatif.

Il faut savoir imposer ce que l'on veut.

Et l'imposer par notre présence et pas seulement une fois tous les deux ans par un bulletin électoral.

(Extrait du n° 130 de la V.O. Cheminots)

Tu trouves la « V. O. » trop petite ?
Nous aussi.
Elle ne vivra...
Elle ne grandira...
que grâce à ton soutien

Morts pour le capital

CHEZ NEYRPIC

LE TRAVAIL QUI TUE

L'accident qui a coûté la vie à deux de nos camarades de la S.O.G.R.E.A.H. ne sera sans doute jamais clairci. Dès le lundi soir, le directeur général de Sogreah, dans une déclaration radiodiffusée, laissait entendre que la responsabilité de l'accident incombait aux victimes elles-mêmes.

Nous ne connaîtrons sans doute jamais pourquoi l'air avait été remplacé par de l'azote. — Ni pourquoi l'évacuation de l'azote n'avait pas été complète...

Défaillance, oubli, erreur, négligence, de leur part ou de la part de ceux qui les dirigent, ceux qui travaillent sont exposés à tous les risques. Quand on fait une erreur sur une feuille de papier, cela risque de coûter cher, mais quand on se trompe à l'atelier, cela met en péril la vie des travailleurs.

Il est rare de voir un Directeur général mourir asphyxié dans une cuve.

Mais quelles que soient les circonstances précises de l'accident, nous savons tous que la responsabilité retombe en dernière analyse sur les épaules de ceux qui nous exploitent.

En 1965, des hommes marchent dans l'espace et la lune est à notre porte, mais les hommes qui sont à l'atelier risquent encore leur vie. La sécurité, c'est une question d'argent et l'on ne compte pas quand il s'agit de garantir celle d'une machine électronique ou de tout outillage précieux. La vie des hommes, elle, est encore sujette au « mauvais sort », à la négligence ou à la défaillance.

La Direction est, bien entendu, « navrée » de cet accident et de cette triste publicité faite à Neyrpic. Les syndicats enquêtent et la Commission d'hygiène et de sécurité demande les moyens de prévenir les accidents au lieu de les constater.

Mais nous, travailleurs, qui connaissons le mieux les risques, infimes ou mortels auxquels nous sommes quotidiennement exposés, nous ne pouvons attendre les résultats incertains. La sécurité, c'est notre propre affaire.

Personne ne sera vigilant pour nous. A nous de nous organiser pour signaler à la Commission d'Hygiène et de Sécurité toute anomalie constatée, et pour refuser de travailler tant que les conditions de sécurité ne seront pas réunies.

Nous venons à l'usine pour gagner les moyens de vivre et non pour y risquer notre santé et notre vie.

(Extrait du n° 44 de la V.O. NEYRPIC)

MICHELIN

UN EXPLOITE COMME LES AUTRES

Mardi 23 mars, un peu avant la fin de l'équipe du soir un contremaître a été écrasé par un Clark. Il est mort des suites de ses blessures. Malheureusement le drame arrive souvent et plus spécialement à la fin des équipes. La fatigue accumulée, la vitesse à tenir (et les « clarkerer » sont soumis à des temps rigoureux) rendent la manœuvre de ces engins, pratiquement sans aucune protection, dangereuse malgré la virtuosité des conducteurs, surtout dans des ateliers bruyants.

La responsabilité de ces morts repose entièrement sur les conditions de travail qu'imposent la direction et que fait appliquer une maîtrise qui pousse à la production de toutes les manières.

Cette fois c'est un contremaître qui, à deux ans de la retraite, a été victime d'un système dont il faisait partie.

Cela doit faire réfléchir une certaine maîtrise qui se croit au-dessus des ouvriers ; comme nous elle passe 48 heures dans l'usine, comme nous elle supporte le bruit, les horaires. Bien sûr sa fatigue est parfois moindre et son salaire toujours supérieur, mais comme nous elle vit dans le bagne Michelin et il lui arrive d'en supporter les accidents. Malgré leurs payes, leurs blouses, leurs illusions ces hommes sont comme nous des exploités.

Il serait temps qu'ils s'en rendent compte.

(Extrait du n° 127 de la V.O. Michelin.)

CAMARADE

Ce journal est le tien

Fais-le connaître

autour de toi

DEPARTEMENT 18
A LA R.N.U.R.

LES CRIMES DE L'EXPLOITATION

Un ouvrier du Dpt 12 a trouvé la mort la semaine passée à la suite d'une manœuvre de poids lourds dans l'allée principale où règne en permanence un trafic intense.

Le peu de moyens de sécurité mis en place laissait prévoir depuis longtemps ce que seules l'adresse et l'agilité des travailleurs qui évoluaient avaient évité jusqu'à ce jour. Il ne reste plus au service de sécurité qu'à rechercher les causes qui dégageront leurs responsabilités.

Mais nous, les futures victimes, nous devons veiller à préserver notre vie. Les belles images dans les ateliers cela ne suffit pas.

(Extrait du n° 46 de la V.O. R.N.U.R.).

CHEZ RHONE-POULENC

LA SECURITE ? UNE FORMALITE !

Il y a une dizaine de jours, aux R.T.M., nous avons eu droit à la visite de sécurité. L'ingénieur de sécurité et le docteur ont fait un petit tour dans l'atelier, précédé du chef de service qui évidemment ne leur montra que ce qu'il a bien voulu leur montrer. Car, voyez-vous, pour ceux qui sont chargés de notre sécurité et de notre santé, pas question bien sûr de s'adresser aux ouvriers, pensez donc ! S'ils nous avaient demandé ce que nous pensions de la sécurité on aurait pu leur expliquer les problèmes que posent l'absence de circuit d'aspiration des vapeurs, ou bien encore, on aurait pu leur expliquer que le palan pour monter les charges sur la terrasse est en voie d'installation alors qu'il y a là-haut un appareil qui fonctionne depuis plus d'un mois et que les charges sont montées par la passerelle en ferraille.

Mais les responsables de la sécurité préfèrent s'adresser aux chefs de services quand ils visitent les ateliers. Ça leur évite d'avoir à demander des installations coûteuses et ça leur évite de s'entendre dire certaines vérités ; mais il faudra bien leur faire entendre d'une manière ou d'une autre.

(Extrait du n° 49 de la V.O. RHONE-POULENC).

Au pilori

CHEZ PEUGEOT

JAMAIS LE DIMANCHE

C'est le plus beau des poissons d'avril, bien que, de la part de la direction, ça ait tout l'air d'être pris au sérieux : dorénavant les samedis, dimanches et jours fériés, les femmes d'ouvriers et leurs enfants de plus de dix ans (?) pourront visiter l'usine, histoire de respirer pendant le week-end l'air dans lequel s'ébroue tous les jours leur mari et père.

Familles peugeogneuses, vous qui vous ennuyez le dimanche, vous que les coins de verdure et le soleil rebutent, venez donc chez Peugeot !

Femmes d'ouvriers, Mesdames, vous y verrez de vos propres yeux, le poste de travail qui permet à votre époux de vous apporter chaque quinzaine la paye que vous savez...

Enfants, admirez les belles machines sur lesquelles, dans quelques années vous viendrez vous faire exploiter ! Il faut déjà les mettre dans l'ambiance Peugeot, ces petits, il n'est jamais trop tôt pour susciter les vocations.

En outre, les visites sont gratuites (la direction est vraiment une mère pour nous), voilà donc enfin les loisirs gratuits tant attendus par des générations de travailleurs !

Nul doute que nous nous presserons nombreux aux pique-niques Peugeot lors des prochains week-ends.

(Extrait du n° 63 de la V.O. Peugeot).

CHEZ HISPANO-SUIZA

LE HOCHET SYNDICAL

La dernière information syndicale d'Hispano nous a surpris. Etait-ce :

— Un appel pour que nous donnions notre avis sur les luttes possibles pour augmenter nos salaires ?

— Des renseignements sur la lutte des chaudronniers dans leur secteur ?

Non, c'était l'annonce que le journal « Antoinette » serait vendu avec en prime un jouet en plastique. Est-ce aux yeux de la C.G.T. un pas en avant vers la fin de notre exploitation ou peut-être un poisson d'avril ?

Même pas, il s'agit sans doute de faire acheter par n'importe quel moyen le journal.

Evidemment entre Antoinette et le petit jouet on peut se demander lequel élève le plus le niveau de conscience des travailleurs.

Mais le plus triste, c'est de voir que la grande organisation ouvrière, incapable d'offrir une solution valable à nos problèmes, tente de nous attirer à elle par l'offre d'une prime ou d'un sucre d'orge.

Peut-être la C.G.T. espère-t-elle que les enfants qui profiteront de ces jouets la remercieront en se syndiquant ?

(Extrait du n° 24 de la V.O. Hispano.)

A LA R.N.U.R.

FOLKLORE SYNDICAL

Un ouvrier du département 51 a été mis à la porte. Motif incroyable : il avait pris quelques boulons plutôt que de retourner au magasin et ce pour l'exécution de son travail.

Il est clair que dans un cas semblable la direction veut nous briser. Dès le 22 mars où notre camarade fut licencié, il n'y aurait pas dû y avoir un seul ouvrier au travail et il aurait fallu organiser la solidarité dans l'action, c'est-à-dire une grève illimitée, tout en exigeant le paiement de ces heures de grève provoquées par la direction. Au lieu de cette seule action valable, qu'y eut-il de fait ?

La bonne petite heure de grève le folklore syndical auquel la D.C.P.R.S. est bien habituée et nous avons la stupeur de découvrir dans « l'Echo des métallos » un écho (une vraie corrida) laissant croire à un succès et l'autofélicitant alors que le licenciement a été maintenu.

Tant que nous écouterons les faillis nous appelant aux heures et quarts d'heure symboliques, tant que nous ne prendrons pas de risques nous serons bafoués par la direction.

(Extrait du n° 46 de la V.O. R.N.U.R.)

CONDITIONS

CHEZ CITROEN

LA CASERNE CITROEN

Il y a gros à parier qu'il n'y a pas une caserne en France et en Navarre où le règlement soit plus militaire que dans le lieu où nous venons passer 9 heures par jour jour et qu'on appelle CITROEN.

Depuis le moment où nous franchissons la porte de l'usine sous l'œil goguenard des gardiens dont pas mal sont d'anciens transfuges de l'armée ou de la police, jusqu'au moment où nous la refranchissons, toujours sous la haute surveillance de ces anges gardiens qui poussent la rigueur militaire jusqu'à vérifier si nous ne déménageons pas l'usine dans nos sacs, comme si nous n'avions pas assez de la voir pendant toute la journée, tout est fait par la Direction pour nous assimiler à des trouffions que l'on manœuvre au sifflet.

On pourrait tout passer en revue, depuis le pointage du matin jusqu'à celui du soir, en passant par la demande de permission ou le laisser-passer, à l'adjudant — pardon, au contremaître ou au chef de service — l'interdiction de rire, de fumer, de chanter, de chahuter, sans oublier l'obligation d'être en tenue de travail à la sonnerie du matin, de l'être toujours à celle du soir, de pointer à midi avant manger, de repointer après manger, de pointer sans casser la pointeuse... Ah ! pardon, on oubliait : obligation d'être déférent avec ses supérieurs, interdiction de commenter ses idées par écrits ou par discussion... Sans commentaire.

On pourrait passer en revue toutes les brimades, obligations, interdictions, défenses et autres gentillesses de la direction mais il est probable que l'on oublierait les pires.

Mais alors, diront certains, « Que reste-t-il aux travailleurs de CITROEN ». Eh bien, il leur reste le droit de travailler sans rien dire jusqu'à la quille, c'est-à-dire jusqu'à leur mort.

Pourtant, un règlement intérieur où sont inscrits tous ces bons vouloirs du Patron, cela peut changer, cela ne dépend pas uniquement de notre exploiteur, cela peut aussi se modifier sous notre pression à nous, exploités.

Alors, si on l'ouvrait enfin !

P. S. — Aux usines RENAULT, à Billancourt, le pointage du midi vient d'être supprimé.

(Extrait du n° 192 de la V.O. CITROEN)

A LA S.N.C.F.

TWIST ES-ENCE-CF

A la gare Gobelins-La Rapée, on tient à la vie, il ne faut pas s'endormir. Et il faut ouvrir l'œi A la gare comme à la gare !

En effet, si l'envie vous pren d'aller aux w.c., il vous faudr traverser toutes les voies don l'une à grande circulation, pou rejoindre le w.c. qui surplomb fièrement le boulevard Poniatow ski. Quand on sait que sur cett voie principale, à double circula tion, le passage se trouve à 150 n au maximum d'une courbe, qu la vue au-delà du tournant est ca chée par un bâtiment, qu'il n'y aucune signalisation, et même pa

D

un phare, et qu'en plus l'ampoul du seul lampadaire est grillée, on comprendra qu'il ne faut pas rê vasser. Si vous avez des colique et qu'une envie subite vous prend il ne faut pas vous presser et i faut garder votre sang-froid. Evi demment, la direction peut esti mer que, tout comme on ne s fait pas alpiniste si on est attein de vertige, on n'entre pas à l S.N.C.F. si on n'a pas l'œil d lynx, l'oreille du tigre et le flai canin pour sentir venir le train Seulement, étant donné que nou ne possédons pas toutes ces bril lantes qualités et que nous venon au travail pour gagner notre vie et non pas pour accomplir des per formances ou par goût du risque nous aimerions donc que la direc tion n'attende pas le premier ca

A la Régie

A LA R.N.U.R.

UNE CONFIANCE PLEINE D'HESITATION

Depuis le 1er avril (ce n'est pas un poisson) nous ne pointons plus le midi. La Direction a pris cette décision pour limiter le volume des tâches administratives. Elle nous demande en échange de res pecter les horaires d'entrée et pour cela elle précise, une fois n'est pas coutume, qu'elle nous fait confiance. Tellement confiance d'ailleurs qu'elle a mis en place tout un système de gardiens, char

« ORGANISATION »...

CHEZ PEUGEOT

CONTRATS DE LICENCIEMENT

Peugeot, nous le savons, fait « vivre » toute la région. Grâce à lui, c'est la prospérité sociale pour nous tous. Pour nous toutes aussi, depuis la semaine dernière... Nos exploiteurs se sont penchés — compatissants — sur le problème douloureux des jeunes femmes de 18 à 25 ans, seules, sans emploi, etc... Elles s'ennuient... La solution ? Un contrat de 6 mois aux usines Peugeot. Travail en doublage aux presses, en carrosserie...

La saison des ventes démarre. Il s'agit pour Peugeot d'intensifier la production. Un apport frais de main-d'œuvre féminine sélectionnée — visite médicale des plus sévères — en principe souple et corvéable à merci, n'entraînant aucun frais de transport (elles doivent se rendre par leurs propres moyens à l'usine), c'est une belle affaire.

Et puis, dans six mois, quand il n'y aura plus de boulot... Peugeot organise ses futurs licenciements sous le camouflage du terme plus gentil de « contrat de travail expiré », se réservant la possibilité de garder, si besoin est, celles, parmi ces ouvrières qui se seront montrées les plus « productives » ou les plus souples. La politique du patron n'est guère difficile à comprendre !

Certains pensent sans doute que le sort de ces ouvrières sous contrat, ne les concerne pas. Ils se trompent. Dans six mois, après le « coup de bourre » saisonnier, horaires et fric vont peut-être dégringoler à nouveau. Les premiers licenciements seront sans doute pour ces travailleuses et Peugeot espère ainsi se tirer d'affaire sans douleur ; mais après, ce sera peut-être notre tour. Et c'est maintenant que le patron a besoin de nous que nous devons lutter aux côtés de ces ouvrières, non seulement pour faire triompher nos légitimes revendications, mais aussi pour que le contrat de celles parmi ces camarades qui le désirent soit régularisé, pour qu'elles soient intégrées au personnel et considérées comme des travailleuses à part entière.

(Extrait du n° 63 de la V.O. Peugeot).

A LA SAVIEM

ON LIQUIDE ET ON S'EN VA

Lorsque la direction de la Saviem Saint-Ouen nous a fait savoir sa décision de transporter l'usine à Blainville, elle s'est appuyée sur

...DE NOTRE EXPLOITATION

le fait que la politique actuelle du gouvernement était axée sur la décentralisation. Ce serait le désir d'épargner aux malheureux Parisiens la perspective d'une mort lente et non moins certaine, causée par la pollution de l'air, qui l'aurait amenée à montrer une telle détermination ! Malheureusement il se trouve que l'emplacement actuel de la Saviem Saint-Ouen est classé zone industrielle et qu'elle ne sera pas remplacée par des espaces verts, mais par une autre entreprise. Des tractations ont déjà eu lieu à ce sujet, mais, bien entendu, l'on juge superflu de nous en informer. Il faut dire que, de toute façon, nous n'avons guère d'espoir à attendre de ce côté-ci.

Toute cette affaire repose sur une histoire de gros sous, les uns préférant la province où la main-d'œuvre est meilleur marché, les autres la région parisienne où elle est plus qualifiée. Quelles que soient les décisions de nos patrons, elles se placent toutes sous le signe du profit, et si nous ne voulons pas être toujours les dindons de la farce il nous faut leur faire payer le plus cher possible leurs petites affaires.

(Extrait du n° 70 de la V.O. Saviem.)

davre pour mettre une signalisation efficace... ou qu'elle déplace les w.c. vers les entrepôts.
(Extrait du n° 130 de la V.O. Cheminots.)

AUX ASSURANCES GENERALES

CHAQUE CHOSE EN SON TEMPS

L'appareil à photocopier de l'Accident ne chôme pas et, bien entendu, le travail est toujours urgent. C'est pour cela que souvent l'employé qui s'en occupe, pas souvent le même d'ailleurs, pour essayer de contenter tout le monde, travaille sans protection.

E TRAVAIL

D'abord, ce n'est pas bien joli ce rayon verdâtre qui vous donne tout de suite un teint de cadavre attardé ; surtout, c'est nuisible, c'est dangereux et c'est une inconscience qui peut coûter cher, d'autant plus cher qu'on aura joué plus longtemps à ce petit jeu-là.

Faire du zèle, malgré les apparences, ne paie pas et le moindre bon sens nous conseillerait de nous en abstenir. Ça, c'est pour l'employé. Quant au chef qui laisse faire, il sait bien que c'est dangereux et interdit, mais il se garde bien d'intervenir : de toutes manières, la machine, elle, ne court aucun risque et lorsqu'un employé est usé, on en met bien vite un autre. Lui, entre temps, s'il court un risque, c'est

Renault

gés de veiller à notre exactitude. Voilà qui va alléger les taches administratives !

Mais si la direction tient tellement à faire des économies qu'attend-elle pour supprimer également le pointage à l'entrée, le matin et à la sortie le soir. Qu'attend-elle aussi pour nous faire entièrement confiance et supprimer la D.C.P.R.S. Gageons qu'elle y gagnerait beaucoup. Car on pourrait s'en payer des minutes de retard avec le budget de ce service.

AUX BUREAUX DE LA R.N.U.R.

UNE BELLE ORGANISATION

Les sténodactylos sont payées à des taux scandaleusement bas. En outre, les examens qu'on leur demande sont de plus en plus difficiles. Or, que font-elles une fois promues au rang de sténodactylos :

Taper *à la machine, à longueur de journée, des rapports ou des lettres que leurs chefs ont déjà recopié deux ou trois fois, car leur brouillon était vraiment trop illisible...*

Mais quand ils n'ont pas le « temps » de le faire, c'est à la dactylo de se transformer alors en déchiffreur de hiéroglyphes, quitte à perdre le double ou le triple de temps. Alors qu'il serait si simple de lui dicter le texte !

Voilà à quoi on en arrive : la sténodactylo ne devient plus que dactylo, perd ainsi sa qualification et, pour retrouver une place hors Régie, elle devra alors réapprendre son métier.

Les ingénieurs, quant à eux, se transforment en gratte-papiers.

Et tout cela, parce que la Régie ne trouve pas de personnel au tarif où elle le paie. Elle fait appel, lorsqu'elle y est acculée, à des intérimaires qui lui reviennent deux fois plus cher ; mais elle se garderait bien de faire autrement, car cela signifierait une augmentation générale des salaires.

Chez Air France

A bas le travail de nuit

Les beaux jours arrivent et avec semble-t-il les ennuis.

Une partie des travailleurs sera bientôt en vacances ; la fréquence de rotation des avions va augmenter et avec, le travail effectué par le personnel qui reste sera doublé.

Dans les divisions avions les équipes de « retouches » sont plus durement touchées car les effectifs sont calculés très justes même en période « calme ».

Et la direction de LM comme les années précédentes va chercher le supplément d'effectif pour le travail de nuit, dans les équipes du Bloc qui font habituellement la « normale ».

Au Bloc les travailleurs ne sont pas contents. Faire les points fixes, les gros et petits travaux la nuit, alors que nous serions si bien au lit, faut avouer qu'il y a de quoi ne pas être contents. Et pourtant, le mécontentement ne se manifeste pas comme on pourrait s'y attendre.

Jusqu'à présent personne même dans les syndicats, n'a cherché à apporter une solution à ce problème.

A l'origine le travail de nuit à Air France a été créé pour assurer les départs d'avion ainsi que les menus travaux du dépannage.

Le nom de « Retouches » donné à ces équipes est d'ailleurs fort révélateur.

Pourtant aujourd'hui ce n'est plus de menus travaux, de retouches, dont il est question, car ce sont même les gros travaux du « Bloc » que l'on y fait.

Le travail de nuit, en général, peut-il se justifier ? Seulement dans le cas d'équipes de surveillance et de sécurité (hôpitaux, centrales électriques par exemple).

Mais jamais pour de gros travaux d'entretien comme c'est le cas à A.F., mais aussi pour la fabrication comme dans la métallurgie.

Les patrons invoquent le rendement. Mais nous n'avons rien à faire d'un rendement qui d'ailleurs ne profite qu'aux seuls patrons.

Certains diront : Comme les avions volent le jour il faut bien les entretenir la nuit. A cela nous répondrons que les avions peuvent être « révisés » de jour si le nombre total d'avions est suffisant pour assurer le roulement.

Ce n'est pas l'organisation capitaliste du travail qui pourra résoudre ce problème car sa base d'existence est le profit personnel et non l'amélioration des conditions de travail des ouvriers.

La suppression du travail de nuit doit figurer parmi nos principales revendications.

Mais, comme pour toutes nos revendications, c'est à nous tous qu'il appartient de les faire aboutir.

(Extrait du n° 67 de la V.O. Air-France.)

Les jeunes et l'exploitation

CHEZ PANHARD

COURS DE QUALIFICATION SUR LES HEURES DE TRAVAIL

Plusieurs jeunes de l'usine suivent des cours du soir pour obtenir le B.E.P. ou un autre diplôme de qualification. Certes, la possession d'une qualification profite à celui qui l'obtient, elle permet d'obtenir parfois une augmentation de salaire importante.

Mais ce n'est qu'un des côtés de la médaille, le seul qu'on nous montre. Car son diplôme obtenu, le jeune en question continue à travailler pour un patron, qu'il s'agisse de Panhard ou d'un autre. Et si ledit patron a besoin d'O.S. il a aussi besoin d'ouvrier qualifié. Seulement, avec le système actuel, alors que les avantages sont partagés, les inconvénients non. Car le jeune en question suit ses cours le soir, après une dure journée de travail. Il grignote sur son temps de repos, il sacrifie ses loisirs.

La seule dérogation que le patron accorde en faveur de ces jeunes c'est un départ anticipé d'une demi-heure une fois par semaine. Mais même là, c'est au frais du client et la demi-heure hebdomadaire est retenue sur le salaire.

Dans la société capitaliste tout, y compris notre qualification, profite avant tout au patron.

Alors, qu'il nous paye sur les heures de travail nos cours de qualification.

(Extrait du n° 55 de la V.O. Panhard.)

CHEZ LIP

L'AVENIR EN ROSE

Dans nos milieux, si quelques familles parviennent péniblement à maintenir leurs grands gosses au lycée ou à l'école d'apprentissage, la plupart sont contraintes de les mettre au travail.

Les premières payes gagnées par les jeunes apportent à la maison un soulagement longtemps espéré.

Chez Lip, certains jeunes ont bénéficie de l'illusion d'un apprentissage à l'atelier, réservé à cet effet. Sur ce, confiants en leur avenir professionnel, ils reçoivent leur feuille de mobilisation, partent servir la mère patrie, puis rentrent du régiment. Ils sont alors prêts à troquer l'uniforme contre le bleu de travail — autre uniforme qu'ils porteront longtemps —. Mais lorsqu'ils se présentent à l'usine, on leur dit qu'aucun engagement n'avait été pris avec eux, qu'il n'y a pas d'embauche en ce moment, ou qu'il n'y a pas actuellement de nouvel emploi qui corresponde à leur référence.

Et la famille doit assumer la charge du grand fils pendant que celui-ci, déçu et inquiet, court les bureaux d'embauche de la ville. Il finira par accepter n'importe quel emploi, même si celui-ci ne correspond pas à sa formation première.

Cependant, on embauche chez Lip (on mute, aussi ; on organise, on désorganise et on remute) ; si certains secteurs de l'usine travaillent sans trop de hâte, d'autres connaissent une recrudescence de chiourme, de chronométrage et de presse.

S'agit-il donc de démoraliser les travailleurs ? De leur rappeler que le patron reste maître d'embaucher qui il veut ?

Quant à nous, nous devons nous en tenir à un point de vue simple et ferme : les jeunes qui partent à l'armée, continuent de faire partie du personnel de l'usine. Ce n'est ni nous ni eux, qui ont décidé qu'ils aillent passer seize ou dix-huit mois sous les drapeaux de l'Etat bourgeois. Exigeons qu'à leur retour, ils soient réintégrés sans délai.

On licencie... chez Genève...

ÇA S'EST FAIT EN DOUCE

Dans notre dernier numéro nous avons dit que la direction allait licencier les travailleurs du 145.

C'est chose faite depuis le 31 mars.

Nous n'avons pas levé le petit doigt pour empêcher le licenciement et exiger le reclassement des camarades de cet atelier. Il nous était d'ailleurs difficile d'agir puisque la plupart d'entre nous n'étaient pas informés de ce coup de force de la direction.

Le jour de la discussion avec le patron, nous avons vu les délégués C.G.T. diffuser un tract réclamant la paix au Viet-Nam. Mais aucune réunion, aucun tract pour nous demander de réagir contre les licenciements, ni même pour nous informer de ce qui se passait au 145.

La direction a réussi son mauvais coup en isolant ceux qu'elle voulait licencier.

Cela prouve qu'elle n'était pas tellement sûre de son affaire. Le manque de liaison entre nous, liaison que le syndicat s'est bien gardé d'établir, a conduit à un premier échec, qui risque d'être un dangereux précédent.

Quand la direction n'a plus besoin de nous, elle n'hésite pas à nous flanquer au chômage.

Demain, d'autres suivront. Et, pendant ce temps, nous continuons à faire 47 h. 1/2, 7 h. 1/2 de plus que ce qui est prévu par la loi. Le chômage pour les uns, les heures supplémentaires pour les autres. Voilà où nous en sommes réduits. Nous ne pouvons rester indifférents à ce problème car demain d'autres seront touchés. Et ceux qui continueront à travailler auront à subir une pression encore plus grande de la part de la direction, enhardie par son premier succès et par la menace d'autres licenciements.

Pas de licenciements !

Diminution du temps de travail.

Répartition équitable du travail entre tous sans diminution de salaire. Voilà ce que nous devons imposer à la direction.

Et si notre syndicat reste muet lorsqu'on nous attaque, à nous d'établir une liaison entre nous et à organiser la riposte. Et cette riposte doit être unanime jusqu'à complète satisfaction.

(Extrait du n° 93 de la V.O. GENEVE)

Les horaires augment chez peugeot

LES HEURES SONT DE RETOUR

Fini le temps des vaches maigres. Voici refleurir avec le printemps la belle saison des heures supplémentaires.

Dans la plupart des services entretien, les gars ont été sollicités pour aller gratter pendant trois semaines à raison de 52 h chacune, à la Mécanique au démontage des moteurs. Appel aux volontaires ou désignations d'office tels furent, selon les secteurs, les moyens employés pour le recrutement. Il s'est trouvé des professionnels, volontaires pour faire ce travail fait en temps ordinaire par des camarades OS. Individuellement, chaque volontaire a sans doute des raisons « valables » sur le plan fric, pour accepter ce surcroit de travail. Pourtant chacun sait, et eux-mêmes le savent, que ce n'est pas une véritable solution. Certes, dans l'immédiat, on peut ainsi gagner quelques billets de 10 F de plus, mais c'est au prix d'une usure physique et nerveuse accrue, et aussi du renoncement aux principes ouvriers qui font notre dignité. Mais on se prépare aussi des lendemains plus pénibles ; accepter, et même courir après les heures supplémentaires, c'est travailler à la longue à la dévalorisation de nos salaires. Car les patrons en profitent pour payer sensiblement le même salaire (compte tenu de l'évolution des prix, bien sûr) mais sur la base d'un horaire plus grand. La pratique des HS depuis la « libération » fait qu'aujourd'hui, avec le salaire correspondant à 40 h par semaine, nous n'arrivons pas à joindre les deux bouts. C'est sur la base de 45-48 heures qu'est établi un salaire moyen, et qui reste cependant bien insuffisant.

Il serait quand même temps de renverser la vapeur, et puisque c'est d'argent qu'il s'agit, ne serait-ce pas plus juste que nous gagnions décemment notre vie avec un horaire maximum de 40 heures ? Cela, nous ne l'obtiendrons pas sans lutte. Mais mieux vaut nous battre que de continuer, par des pratiques telles que les heures supplémentaires, à creuser nous-mêmes notre tombe.

(Extrait du n° 63 de la V.O. Peugeot.)

BOURGOGNE ELECTRIQUE

Le syndicat...

SYNDICAT OUVRIER OU SYNDICAT MASCULIN ?

Il y a 1.500 ouvrières à Bourgogne Electrique et pratiquement aucune syndiquées. Le syndicat existe cependant mais ne fait rien parmi nous, sous prétexte que nous nous foutons de la politique, que nous sommes inertes.

Il est vrai que les femmes ouvrières sont difficilement organisables et le fait se comprend aisément, car elles sont doublement exploitées.

Et à l'usine où elle sont généralement moins bien payées que les hommes (on considère souvent leur paye comme un salaire d'appoint s'ajoutant à celui du mari, et à la maison, où elles ont encore la fatigue supplémentaire et les préoccupations des travaux domestiques.

Une telle situation est certes défavorable pour qu'elles puissent militer activement dans les syndicats.

et les femmes

Ce n'est pas pour autant qu'elles soient moins révoltées que les hommes. Dans les grands moments du mouvement ouvrier, les femmes ont toujours pris une part active aux luttes ; avec une vigueur et une efficacité tout aussi remarquables que leurs compagnons. Penser que les ouvrières sont « inertes » et impossibles à organiser, c'est mettre le problème la tête en bas. C'est à ceux qui sont déjà syndiqués, de se prendre par la main et d'aller discuter avec les ouvrières des problèmes communs, que tous hommes et femmes ont à la boîte.

Prière d'adresser la correspondance à
VOIX OUVRIERE
29, rue de Château-Landon
PARIS (10e)
et d'envoyer les fonds à
M. Maurice SCHRŒDT
(même adresse)
C. C. P. 9424-78 - PARIS

Le problème noir aux U.S.A.

« Pourquoi voulez-vous que le pouvoir fédéral accorde un traitement préférentiel aux noirs, en pourvoyant à leur subsistance et à leur instruction ? Ne sont-ils pas désormais des citoyens comme les autres, capables d'assurer leur protection et leur prospérité ? » C'est en ces termes que A. Johnson, président des Etats-Unis de 1865 à 1868, résolvait la question noire. Des décades plus tard, les noirs américains ne sont toujours pas des « citoyens comme les autres ».

« Le monde libre » des capitalistes américains, n'offre aux noirs que la seule liberté d'être méprisés, de n'avoir aucun droit, d'être en butte aux propos racistes les plus blessants. Mais bien sûr, la liberté de se révolter contre l'ordre établi ne leur est pas accordée.

Bien que depuis 1865, date de l'abolition de l'esclavage, les noirs ne soient plus juridiquement considérés comme des « animaux », ils ne sont pas encore, un siècle plus tard, considérés comme des « hommes » à part entière.

Si la question noire constitue le plus grave problème intérieur des Etats-Unis, elle ne se pose pas partout d'une façon identique. Ou, plus exactement, aux problèmes économiques que rencontrent les noirs, s'ajoutent dans certains Etats, la question des « droits civiques ». Au Sud, la primauté est accordée à la lutte pour l'obtention de ces droits. Au Nord, par contre, « la loi contre la pauvreté, est pour les noirs plus importante que la loi sur les droits civiques » d'après le Pasteur A. Clayton Powell lui-même.

Si la lutte a pris ces derniers temps une ampleur sans précédent, elle n'est pas pour autant récente. Ainsi durant les années d'avant-guerre, de violentes luttes inquiétèrent déjà le gouvernement. Mais c'est depuis 1954 que ce combat grandit sans cesse.

Lorsque Eisenhower fit voter des mesures en faveur de la déségrégation, l'élite noire américaine entra en lutte pendant plusieurs années pour obtenir leur application. Batailles juridiques, initiatives personnelles comme celle de l'étudiant Meridith qui courageusement brava la violence raciste et obligea le pouvoir fédéral à intervenir ; manifestations des « autocars de la liberté », etc... Bien que plusieurs années durant la lutte pour l'émancipation restât l'action d'une minorité, son bilan ne fut pas négatif, car elle favorisa la prise de conscience des masses noires et les entraîna dans le combat. Partant des Etats du Sud, la lutte gagna en s'accentuant tout le pays.

La radicalisation des masses noires gêna fortement les dirigeants américains, surtout vis-à-vis de l'opinion des peuples ex-coloniaux. Comment les U.S.A. pourraient-ils s'ériger en champion de la « liberté » quand le monde entier, grâce aux moyens modernes d'information, assiste au spectacle d'enfants noirs pourchassés avec des aiguillons électriques par une police sauvage. Comment les U.S.A. pourraient-ils s'attirer les sympathies des nations d'Afrique s'ils empêchent 20 millions de leurs citoyens noirs de se considérer comme des hommes.

La grande bourgeoisie n'est pas aux U.S.A. la couche sociale la plus raciste (elle a les moyens de ne pas l'être). Les ségrégationnistes les plus violents se recrutent surtout dans les couches inférieures de la petite bourgeoisie (petits fermiers, petits commerçants...), qui subissent durement les fluctuations économiques. Ainsi, on a pu noter des corrélations statistiques très frappantes entre les fluctuations des prix du coton, et le nombre des lynchages dans les Etats du Sud. La grande bourgeoisie s'emploie seulement, avec un art savant, à canaliser et à diriger spécialement contre les noirs le mécontentement qui existe envers le capitalisme.

La classe dirigeante se trouve donc dans une position délicate. Ayant favorisé le développement du racisme, n'ayant jamais lutté contre lui, elle doit maintenant, à cause de l'opinion internationale, et de la pression exercée par les noirs, faire certaines concessions. Mais d'autre part, elle doit aussi faire face à de violentes attaques perpétrées par des éléments d'extrême droite. Depuis plus de dix ans, c'est-à-dire depuis que le gouvernement Eisenhower a fait voter les lois anti-ségrégationnistes, le pouvoir central voulant éviter les affrontements, s'est refusé à les appliquer par la force. Son seul souci était de faire respecter « l'ordre », il n'intervint que dans les cas extrêmes. Que fera désormais la bourgeoisie ? Tiendra-t-elle ses promesses ? Cela dépend essentiellement de la combativité des noirs.

Dans le contexte actuel, l'application effective de l'égalité civique pourra être acquise. Mais même si le droit de déposer un bulletin de vote leur est acquis, même si d'après les lois les noirs de tous les Etats seront sur un pied d'égalité avec les blancs, leur situation de parias subsistera. Pour prévoir ce résultat, point n'est besoin d'être devin, car la « situation privilégiée » des noirs du Nord nous offre le tableau de leurs conditions économiques et sociales. Dans ces régions de liberté, dans ces régions d'où est partie la croisade pour l'abolition de l'esclavage, la situation des noirs est des plus déplorables. A Harlem, par exemple, ghetto au sein même de New York, première ville noire du monde, 49 % des habitations sont insalubres ; 11 % d'entre elles sont promises à la destruction. La mortalité infantile y est double de celle des quartiers blancs. De plus, le salaire moyen des noirs, est de loin inférieur à celui des blancs. Chaque récession, chaque fluctuation économique aggrave encore leur sort et accroît chez les petits blancs, qui trouvent dans la hiérarchie sociale, plus misérables qu'eux, la haine raciale.

La bourgeoisie américaine peut-elle mettre un terme à cet état de chose ? Elle le pourrait seulement si son économie ne jetait pas à la rue des millions de travailleurs (cinq millions en permanence).

Parmi eux il y aura toujours une majorité de noirs. La bourgeoisie américaine peut atténuer mais non supprimer ce racisme qui ne disparaîtra seulement qu'avec la fin de l'exploitation, qu'avec la fin de son règne. Elle ne maintient son pouvoir qu'en divisant et opposant les différentes couches de la population.

Si par la ratification au Sénat des lois anti-ségrégationnistes présentées par le président Johnson, les organisations noires viennent d'obtenir sur le plan juridique une victoire, celle-ci n'est pas encore entérinée par les faits.

Pour que cela soit, il faudra encore se battre car l'extrême droite raciste n'a pas encore désarmé, ne s'avouant pas vaincue, et essaiera par tous les moyens d'empêcher que les noirs bénéficient des droits politiques qu'ils viennent d'acquérir.

En ce qui concerne la deuxième question du problème noir (question économique et sociale) les organisations noires pourront-elles dans un proche avenir, imposer à la bourgeoisie qu'elle mette fin à leur situation de sous-prolétaires ? Ni le mouvement non-violent du pasteur Martin Luther King dominé par le souci du respect juridique et de justice universelle, ni les musulmans noirs prônant une politique beaucoup plus radicale de lutte « race contre race » et opposant à l'« intégration » la création d'un Etat noir indépendant, ne pourrait obtenir de la bourgeoisie qu'elle change à ce point sa propre société.

Les différentes organisations noires se soucient peu de changer le régime en liant leurs efforts à celui des éléments révolutionnaires du prolétariat industriel à la peau blanche.

Sorti il y a un siècle de la nuit de l'esclavage, essayant encore d'écarter les ténèbres du mépris, les noirs américains viennent grâce à leurs dernières luttes, de prendre conscience de leur puissance. Et même si aujourd'hui, les méthodes employées ne peuvent conduire à l'émancipation totale, soyons sûrs qu'au travers des combats qu'ils auront encore à mener, les noirs finiront pas prendre conscience que le racisme n'est qu'un reflet de la division de la société en classes et qu'il ne peut disparaître sans que disparaissent ces dernières. C'est parce que les noirs américains ont à vaincre des problèmes raciaux qu'ils appartiennent en majorité au « sous-prolétariat ». Mais ce n'est pas l'existence des noirs qui provoque l'existence de ce « sous-prolétariat » au U.S.A., c'est le capitalisme.

Tant qu'existera la société capitaliste, existera des gens dont le lot sera la misère. Le « racisme » intervenant pour sélectionner ceux dont ce sera le lot. En France, où il n'y a soi-disant pas de racisme, on s'aperçoit cependant que les travailleurs noirs, ou portugais, ou espagnols qui arrivent actuellement dans le pays pour suer du profit pour les capitalistes français, sont les plus mal logés, les plus mal payés et les plus mal considérés des travailleurs. Ils constituent, eux aussi, un sous-prolétariat parqué dans des bidonvilles comme celui de Champigny.

Et que demain une grave crise économique éclate et nous verrons surgir ici des problèmes « raciaux » ou nationaux.

Ce n'est pas la couleur de la peau qui divise les hommes, ni la latitude sous laquelles ils sont nés, mais la société divisée en classes, la société basée sur l'exploitation de l'homme par l'homme.

Il n'y aura d'émancipation véritable, sociale, nationale ou raciale que le jour où cette société disparaîtra.

Hugues LAURAIN.

« Voix Ouvrière » et les bulletins d'entreprise portant le même titre n'ont comme ressources que le produit de la vente et les soutiens de leurs militants et sympathisants. « Voix ouvrière » ne peut vivre et se développer, les bulletins d'entreprise ne peuvent se multiplier que si ces soutiens vont en augmentant. Chaque franc que vous nous enverrez c'est 100 feuilles ronéotypées de plus et peut-être 200 ou 300 travailleurs de plus qui connaîtront « Voix Ouvrière ».

Les fonds sont à verser à nos collecteurs, diffuseurs et vendeurs ou à envoyer à notre C.C.P. N° 9424.78. Paris, au nom de Maurice Schroedt.

Au Maroc (suite de la page 1)

sons d'être satisfaits du régime : la grande masse des petits commerçants est directement atteinte par l'inflation, les impôts exorbitants, la baisse du pouvoir d'achat des classes salariées. Quant aux enseignants et aux étudiants, leur situation est à l'image de cette société de misère : une enquête faite par l'U.N.E.M. (Union nationale des Etudiants marocains) nous apprend que :

— 50 % des enfants marocains, soit plus d'un million et demi, ne sont pas scolarisés ;

— 75 % des candidats à l'enseignement secondaire, soit 160.000, ne trouvent pas de place dans les lycées. Ne pouvant faire des études, ils essaient, souvent en vain, de trouver du travail.

L'IMPOSSIBLE DEMOCRATIE...

Dans ce pays sous-développé, les classes dirigeantes ne peuvent pas se permettre le luxe de la démocratie. C'est en donnant l'armée que l'on répond aux revendications des travailleurs. Le seul investissement important que puisse se permettre l'Etat est celui consacré à l'entretien des forces de répression : l'armée et la police. Pour illustrer l'importance de cet appareil de répression, il faut rappeler que 40 % de l'aide française accordée en 1964 a été affectée à l'entretien des forces armées royales, ce qui représente 12 milliards d'anciens francs (plus du double des sommes consacrées en 1963).

Les récents événements ne font que dévoiler la dictature qui règne au Maroc et que de trop nombreux exemples confirment. Récemment l'U.N.F.P. (Union nationale des Forces populaires, parti de l'opposition très lié à l'U.M.T.) révélait que : « la province d'Agadir constitue aujourd'hui un vaste camp de concentration. Un travail forcé de 5 à 30 jours par mois frappe l'ensemble de la population active de cette province qui s'est obstinée à voter en mai 1963 pour les progressistes... A Choutka des citoyens ont été arrêtés pour avoir serré la main du député de leur région, membre de l'U.N.F.P... »

Ainsi, si le Maroc est théoriquement sorti du règne de la monarchie absolue avec la création, depuis plus d'un an, d'un parlement de type européen, les choses n'ont guère changé, sauf pour empirer, si l'on en croit M. Guy Martin qui, dans le numéro daté du 31 mars de « France-Nouvelle » regrette le bon temps du défunt Mohammed V !... Mais pour balayer la corruption, pour donner la terre aux paysans et du travail aux ouvriers, il faudra plus qu'une « honnête consultation électorale » cheval de bataille des organisations oppositionnelles, il faudra l'intervention des masses elles-mêmes. Ce n'est pas une quelconque loi agraire votée par le parlement qui donnera la terre aux paysans. Ils l'auront le jour où ils la prendront. Mais les organisations qui se déclarent de gauche se situent toutes sur le terrain parlementaire de l'Istiqual, le parti de la bourgeoisie marocaine, au P.C.M. en passant par l'U.N.F.P. Le Parti communiste marocain, qui a derrière lui un glorieux passé de lutte pour... l'instauration de Mohammed V au pouvoir prône une politique de bloc national allant de l'U.N.F.P. à l'Istiqual, sous la haute présidence d'Hassan II, et le même Guy Martin espère dans son article sur le Maroc que le souverain « fera son option en faveur de la démocratie ». Qu'Allah l'entende !

Analysant la situation au Maroc, M. Lacouture, spécialiste des questions du Tiers-monde, estimait récemment, dans un article paru dans « Le Monde », que la situation de ce pays était comparable à la Russie pré-révolutionnaire de 1917. Mais si dans les deux cas nous sommes en présence d'une paysannerie sans terre, d'un prolétariat combatif qui n'a rien à perdre que ses chaînes, il existait dans la Russie de 1917 une avant-garde marxiste révolutionnaire, implantée dans le prolétariat, et qui sut mener la classe ouvrière à la victoire. Pour l'instant, un tel parti n'existe pas au Maroc, et la clé de la situation pour les années à venir dépend, là comme ailleurs, dans une large mesure de la capacité de l'avant-garde à créer un tel parti.

François DELAIN.

L'accord franco-russe sur la télévision

De toutes les couleurs

L'annonce de l'accord franco-soviétique de l'adoption par l'U.R.S.S. du système français de télévision en couleurs, a déjà rempli la plus grande partie de l'objectif qui lui était assigné : la fibre patriotique a vibré. Une fois de plus nous avons pu constater dans la presse que c'était bien nous, les Français, qui étions les meilleurs. Que serait l'avenir de l'humanité sans notre technique, puisque mêmes ceux qui sont capables d'envoyer des fusées dans la lune adoptent notre système ? Le coq gaulois s'est de nouveau dressé sur ses pattes pour pousser des cocoricos de fierté et de bonheur.

De bonheur, car si le système français était adopté par d'autres pays que les pays de l'Est, et même s'il n'y avait qu'eux, l'ouvrier français de l'électronique pourrait se réjouir d'avoir des heures supplémentaires en perspective, les patrons de l'électronique des bénéfices supplémentaires et des rentrées au titre des brevets déposés.

« Il s'agit de savoir qui produira et vendra les dizaines de millions d'appareils et tous les brevets qui rapporteront aux industriels des milliards de francs de bénéfice et à leurs pays respectifs la primauté demain sur les petits écrans multicolores » dit « France-Soir » du 27/3/65.

Il est bien difficile de discuter de la valeur technique du S.E.C.A.M. par rapport au P.A.L. et au N.T.S.C., mais ce qui est certain c'est que le système français plus « brillant » par le procédé technique, a été surtout présenté sous cet angle-là par la presse française. Il est bien évident que la technique n'est pas fonction que du procédé, la technologie, les prix de revient et bien d'autres critères entrent en ligne de compte. Ce qui est évident encore, c'est que le point de vue purement technique sera exclu de la conférence du C.C.I.R. à Vienne, car l'odeur de l'argent domine tout le reste. Il est aussi évident enfin, que le choix de l'U.R.S.S. est avant tout politique.

Cet accord représente une prime offerte par les dirigeants de l'U.R.S.S. à De Gaulle pour sa politique de fidélité... aux intérêts nationaux français. Prime limitée, car ce n'est pas parce que la France et l'U.R.S.S. seront d'accord sur le procédé S.E.C.A.M. que les autres pays européens s'y plieront et renonceront à faire travailler leurs industries électroniques respectives. Bien au contraire, car il est probable que chacun aura à étudier et construire en plus, le matériel de transcodage qui permettra de passer d'un système à l'autre. Dominer le marché mondial, ou même seulement le marché européen, dans quelque domaine que ce soit, même si cela est le rêve permanent des gouvernants français actuels, cela n'est pas possible. La limite de la « grandeur française » défendue par De Gaulle est vite atteinte, même quand l'espoir des gouvernants de l'U.R.S.S. est de jouer les antagonismes entre les différents pays du camp impérialiste.

Enfin, dernier problème soulevé par l'esprit dans lequel cet accord est intervenu, c'est la difficulté pour le P.C.F. de concilier la politique étrangère de l'U.R.S.S. et son attitude vis-à-vis de De Gaulle sur le plan intérieur, c'est-à-dire la lutte contre « le représentant du pouvoir des monopoles » d'aujourd'hui, le « fasciste » d'il n'y a pas si longtemps (1958). Nous ne donnerons pas la solution de ce problème, nous laisserons le soin à nos lecteurs d'interroger eux-mêmes le militant de base du P.C.F. le plus proche sur ce qu'il pense des congratulations De Gaulle - Vinogradov et comment, pendant que ce militant est engagé dans la lutte contre le « pouvoir des monopoles », celui de De Gaulle, le représentant du « pays du socialisme » peut déclarer à l'ennemi désigné : « Les intérêts nationaux de nos deux pays ne se heurtent nulle part ! »

Serge CAROL.

Les pétitions pour la Paix au Vietnam

ou le stylo qui tue

On peut enfin comprendre pourquoi les communards et le prolétariat russe ont pris les armes pour mettre fin à l'exploitation capitaliste et à la guerre : beaucoup ne savaient pas signer ! Maintenant, comme disent les staliniens, « ce n'est plus la même chose » : l'exploitation est de plus en plus rigoureuse, la guerre se fait au napalm, mais les ouvriers savent signer... et on en profite. Pour la paix au Vietnam, par exemple...

Ah mais ! Vous allez voir ce que vous allez voir : avec quelques milliers de stylos-bille, et grâce à l'utilisation intelligente que font les syndicats et le P.C.F. de la culture de la classe ouvrière, on va écraser les capitalistes et leurs guerres par des pétitions si nombreuses qu'elles blinderont les écoles du Nord-Vietnam.

Seulement, ça ne marche pas. Alors, au lieu d'organiser le prolétariat, en vue d'une lutte révolutionnaire qui seule permettra de supprimer le système capitaliste et la guerre qu'il engendre naturellement, on nous apprendra peut-être à faire des paraphes bien tarabiscotés pour que notre signature ait plus de force et soit encore moins lisible.

Et comme à ce train-là ça risque de durer encore longtemps, pour simplifier notre action et la tâche de nos « défenseurs » nous leur proposons la chose suivante : tous les ans nous leur signerons une quinzaine de pétitions en blanc qu'ils enverront en bloc aux destinataires à la fin de l'année afin que le poids en soit plus grand.

Mais attention : signer, cela donne bonne conscience et ça n'engage à rien. Faire signer aussi, mais cela donne des illusions. Et des illusions qui seront cruellement déçues le jour où le poids des pétitions nous tombera dessus en mégatonnes atomiques.

Ce jour-là, à cause de l'inconscience ou de la trahison criminelle de nos dirigeants, il fera plus chaud, beaucoup plus chaud que là où nos ministres brûlent nos pétitions.

La faim du monde

● Suite de la page 1

mais relativement florissante fut détruit. En Algérie, où il y avait 100.000 artisans autochtones au milieu du 19e siècle, il n'en restait que 3.500 en 1951.

L'écart ainsi creusé entre le niveau des pays industriels et celui du tiers-monde allait en s'accentuant au fil des années. Et c'est bien compréhensible. Economiquement d'abord : pour le pays colonisateur, la colonie était un débouché pour ses marchandises. Tout en faisant concurrence à la production artisanale grâce à la production industrielle il pouvait les vendre à des prix relativement élevés par rapport aux prix intérieurs. En même temps la colonie lui fournissait des matières premières à bon marché. Par le biais de ce commerce désavantageux pour la colonie, une partie importante de la plus-value nationale — qui aurait justement pu servir au développement du pays — enrichissait au contraire le colonisateur. Ainsi, l'Europe s'enrichissait précisément de ce que perdaient les colonies.

Humainement ensuite : peu soucieux de voir une élite locale susceptible de s'opposer à l'emprise de la Métropole, le pays colonisateur a liquidé cette élite lorsqu'elle existait, et a écarté l'ensemble de la population indigène de toute situation économique ou politique. Il l'a fait parfois en appliquant un numerus clausus, mais dans la plupart des cas, il n'avait même pas besoin d'y recourir : il écartait purement et simplement les indigènes de toute instruction élémentaire (90 % d'illettrés aux Indes et en Afrique noire, même aujourd'hui).

Pour maintenir la population dans un état d'arriération culturelle, on favorisait leurs superstitions magico-religieuses. Et, là où le sorcier ne suffisait pas, on a importé le curé (Amérique latine par exemple).

Ainsi, alors que la prospérité économique réalisée grâce aux colonies a permis à l'Europe la floraison d'une culture exceptionnelle et le développement industriel, les colonisateurs excluaient les colonisés même des plus simples connaissances technologiques. L'écart culturel et scientifique au profit de l'Europe, tant vanté par toute la théorie raciste, a trouvé là ses racines.

Il va sans dire que dans ces conditions, il ne pouvait y avoir d'évolution dans la structure de ces sociétés. Au contraire, même, les anciennes classes dominantes, la féodalité locale ont retrouvé un regain de vie grâce à la colonisation (et même maintenant, voir l'importance des royalties fabuleuses versées aux potentats d'Arabie). C'était en effet la seule couche indigène qui avait intérêt, comme les capitalistes étrangers, à maintenir une économie arriérée.

Aujourd'hui, les formes d'exploitation ont certes beaucoup changé. Politiquement d'abord : l'administration coloniale cède de plus en plus le pas à l'administration d'une couche privilégiée autochtone.

Economiquement ensuite : alors que le capitalisme libéral a empêché la naissance de toute industrie locale susceptible de concurrencer les produits importés, le capitalisme impérialiste (tout en continuant à empêcher la naissance d'une industrie adaptée aux besoins locaux) industrialise lui-même dans une certaine mesure.

Cependant, il ne s'agit nullement d'émanciper l'économie locale. Mais la proximité des matières premières et d'une main-d'œuvre à bon marché rend plus avantageux pour les impérialistes la transformation brute de ces matières premières. Il s'ensuit, non pas une industrialisation harmonieuse, mais la naissance d'une seule branche d'industrie hypertrophiée, axée sur l'exploitation d'un nombre limité de matières premières. L'économie des pays sous-développés reste à la merci du marché mondial, et par conséquent des impérialistes qui y dominent.

Le Venezuela, l'Irak font 92 % de leurs exportations en pétrole. De même pour le cuivre au Chili, et l'étain en Bolivie.

A côté des puissantes usines d'aluminium, pourvues de tout l'équipement de l'industrie moderne, le paysan africain continue de cultiver la terre, à l'aide d'un socle en bois, hérité d'un autre âge.

On peut rapprocher de cela les monocultures, dont la transformation est semi industrialisée, d'ailleurs le plus souvent, sucre à Cuba, arachide au Sénégal.

Pour que l'économie locale puisse se développer, il faudrait que les bénéfices réalisés s'investissent dans le pays même, dans des industries nécessaires localement. Mais ces bénéfices se font au profit des capitalistes européens ou américains qui, au lieu de les consacrer au développement du pays où ils les ont réalisés, les rapatrient en métropole.

Des richesses énormes créées par les pays du tiers-monde prennent ainsi le chemin d'Europe et d'Amérique.

Pis, les impérialistes imposent leur dîme même à des industries qui appartiennent à la bourgeoisie locale.

« L'ensemble des échanges entre pays métropolitains et pays sous-développés — qui se réduisent à un échange de produits manufacturés contre des matières premières — a été organisé de façon à défavoriser systématiquement ces derniers, à l'avantage des premiers »... (E. Mendel).

En effet, alors que les prix des matières premières fournies par les pays sous-développés étaient maintenus artificiellement, les prix des produits manufacturés montèrent de 10 % ces dernières années.

« Tout s'est passé comme si, en six ans environ, le tiers-monde avait perdu 10 % de ses recettes brutes, tout en livrant constamment les mêmes quantités » (A. Saucz : Malthus et les deux Marx, p. 32).

Ainsi ce n'est pas parce qu'ils ne créent pas de richesses, que les pays du tiers-monde ne se développent pas. Mais parce que ces richesses, au lieu d'être utilisées sur place pour industrialiser le pays, sont, sous une forme ou une autre, appropriées par les impérialistes.

La misère des uns fait la richesse des autres. Les pays d'Europe et d'Amérique prospèrent grâce à ce transfert de valeur qui au XVI-XVIIe siècle a pris la forme de pillage franc et ouvert et qui pour plus voilé qu'il paraisse, n'en continue pas moins de nos jours.

L'Européen ou l'Américain mange « bien », parce que l'Indien meurt de faim. Et l'écart entre le niveau de vie occidentale et celui des pays sous-développés, au lieu de diminuer, s'accentue encore, aujourd'hui, autant que par le passé. Alors qu'avant la guerre, le rapport entre le revenu moyen d'un Indien et un Américain était de 1 à 15, il est aujourd'hui de 1 à 35 (Lacoste : Les pays sous-développés).

On a beaucoup discuté ces dernières années pour savoir s'il y avait réellement « paupérisation » de la classe ouvrière dans la société capitaliste. A l'intérieur des frontières des pays impérialistes et industrialisés peut-être pas, mais si on envisage le problème à l'échelle du globe, certainement, oui.

Karl Marx écrivait il y a un peu plus d'un siècle que le capitalisme accumulait à un pôle la richesse et la misère à l'autre. C'est ce qui se passe sous nos yeux avec le sous-développement. Et si ce n'est pas vrai pour la classe ouvrière des pays « favorisés » c'est qu'elle bénéficie en partie de ce qui est pris aux travailleurs des pays dits « sous-développés ».

Aujourd'hui, pour comble de l'hypocrisie, l'Eglise organise des quêtes pour « aider nos frères qui ont faim », pour renvoyer, sous forme de charité, quelques miettes des richesses que les impérialistes ont volé au cours des siècles, et continuent à voler, aux pays, grâce à eux, sous-développés.

Elle abuse de l'enthousiasme des jeunes et de la générosité des plus âgés. Mais la faim ne disparaîtra pas du monde grâce à quelques ustensiles. Car ses causes ne résident pas au tiers-monde, elles sont ici. Et il faut une naïveté sans borne ou une dose d'hypocrisie considérable pour croire et faire croire que les pays impérialistes, dont la richesse est précisément basée sur le vol d'une partie importante du surtravail du tiers-monde, peut « aider » ces pays à se développer, à s'en sortir.

En fait, tant qu'existera l'impérialisme, les pays sous-développés non seulement ne pourront se hisser au niveau des pays occidentaux, mais ils ne pourront même pas empêcher leurs appauvrissement continu par rapport à ces mêmes pays.

La première et véritable aide que recevront les pays sous-développés, ce sera quand le prolétariat occidental saura détruire le régime capitaliste et mettre fin à cette transfusion de richesses des pays pauvres aux pays industrialisés. Alors, et alors seulement pourra-t-on envisager la disparition du phénomène de sous-développement, et partant, de la faim dans le monde.

Georges KALDY

Au pays du socialisme « arabo-islamique »
le deuxième congrès de l'U.G.T.A.

D'UN CONGRES A L'AUTRE.

Le deuxième congrès de l'Union générale des travailleurs algériens vient de se tenir à Alger.

L'U.G.T.A., créée en février 1956, en pleine guerre d'Algérie, est restée jusqu'à l'indépendance un appareil de militants extérieur au pays, coupé de la base. Le syndicalisme ne prit une existance réelle en Algérie qu'après l'indépendance. Cette évolution reçut un coup d'arrêt au premier congrès de l'U.G.T.A. en janvier 1963.

A l'époque Ben Bella contrôlait déja le « parti » F.L.N. et il lui restait à mettre au pas l'appareil syndical pour écarter toute possibilité d'opposition populaire organisée au régime et en particulier toute opposition de la classe ouvrière.

Il fallait pour cela évincer les dirigeants d'alors, qui, s'ils n'étaient pas directement opposés au régime, s'étaient montrés plus qu'hésitants durant la course au pouvoir de l'été précédant, d'autant plus que leur rapport au congrès revendiquait pour l'organisation syndicale l'autonomie vis-à-vis du F.L.N. Le pouvoir montra à cette occasion quelle conception de la démocratie « socialiste » était la sienne. On alla ramasser des chômeurs en camion et on les mena dans la salle du congrès ; cet afflux de « délégués » renversait la majorité. L'ancienne direction fut dissoute et si certains des dirigeants évincés se rallièrent au régime, toute chance pour le syndicalisme algérien de rester autonome par rapport au pouvoir s'était évanouie.

En fait, ce congrès n'était qu'une des dernières étapes de la consolidation du pouvoir du bureau politique de Ben Bella, sorti victorieux de la crise de l'été 1962.

Il n'est d'ailleurs pas inutile de rappeler que l'artisan de ce véritable coup de force fut Khider, alors secrétaire général du parti F.L.N., sur le tard rallié à l'opposition. Cela montre quel crédit on peut apporter à de tels « leaders ».

UNS STRATEGIE SYNDICALE... ANTIOUVRIERE

Le deuxième congrès qui s'achève n'a fait que confirmer cette orientation du syndicalisme algérien. Pour le régime de Ben Bella, dont l'unique soutien est aujourd'hui l'armée, l'assujettissement de la classe ouvrière prend le caractère d'une nécessité vitale. Les grèves de décembre et janvier derniers montrent que le mécontentement latent des travailleurs devant le chômage persistant, devant leur exploitation toujours aussi réelle — malgré les discours sur le « pouvoir des travailleurs » — s'exprime dans la vie politique du pays malgré toutes les interventions bureaucratiques de l'Etat. Cet état de chose « l'Etat socialiste » de Ben Bella ne peut le tolérer. Le chef de l'Etat algérien l'a très clairement exprimé dans son discours inaugural au congrès : « Il faut avant tout poser comme principe qu'un syndicalisme dans un pays engagé comme le nôtre dans une révolution tendant à établir et à assurer le pouvoir des travailleurs ne peut avoir le caractère revendicatif qui doit être naturellement le sien dans un pays où le pouvoir appartient à une classe privilégiée exerçant sa domination sur les masse laborieuses. Certes dans la période transitoire que nous traversons, des secteurs importants de notre économie demeurent encore entre les mains des propriétaires privés et parfois étrangers, susceptibles d'exploiter nos travailleurs. Dans ce cas l'intervention des syndicats est nécessaire et le recours à la grève peut éventuellement être envisagé à la condition toutefois qu'elle s'inscrive dans le cadre de la stratégie d'ensemble arrêtée par le pouvoir révolutionnaire ».

Les résolutions finales du congrès ont bien entendu ratifié ce point de vue du frère suprême. On y lit en particulier : « Dans les conditions de l'autogestion, les travailleurs, agissant pour eux-mêmes, tout recours à la grève constitue un non sens, et doit être absolument proscrit... » La grève est donc purement et simplement interdite dans le secteur autogéré.

Quant au secteur privé, on précise que tout conflit surgissant entre ouvriers et patrons doit trouver sa juste solution dans la négociation. La grève n'est tolérée qu'en ultime recours, et « dans le cadre de la stratégie d'ensemble arrêtée par le pouvoir révolutionnaire ». Ce qui signifie que les travailleurs doivent remettre toute lutte contre le patronat entre les mains de l'Etat. Il n'y a donc qu'à lui faire confiance et à abandonner, en attendant, toute revendication. De toute manières, la « subordination » des syndicats à l'Etat est exigée : « L'expansion du parti comme guide implique nécessairement l'approbation sans réserve des décisions de ses instances dirigeantes, le Comité central et le Bureau politique ».

Ainsi le pouvoir de Ben Bella montre sa faiblesse puisqu'il ne peut se permettre la moindre forme, même timide, de démocratie : son premier souci est de prévenir toute opposition à son pouvoir, aussi bien des cliques rivales de Khider, Ait Ahmed et autres que de la part de la classe ouvrière et des masses paysannes à qui l'on promet maintenant la réforme agraire pour... 1975. (Conférence de Mohamed Harbi citée dans le numéro spécial de **Jeune Afrique** du 4 avril).

UN ANTI-IMPERIALISME DE FAÇADE

Les phrases sur le pouvoir des travailleurs n'en abuseront pas beaucoup. Car le régime Ben Bella n'a rien résolu des grands problèmes qui se posaient à l'Algérie. Le chômage garde des proportions dramatiques et la pénurie de capitaux et le gaspillage de l'appareil d'Etat (l'appareil administratif et militaire absorbe près de 35 % du budget algérien), font dépendre toute industrialisation si minime soit-elle des capitaux étrangers, en particulier de l'aide française dont on sait qu'elle n'est pas désintéressée.

Tout l'anti-impérialisme de

● Suite page 8

● VU DE NOTRE FENÊTRE...

LES ELECTIONS MUNICIPALES A GRENOBLE OU DUBEDOUT LES DAMNES DE LA TERRE !

La révolution, française est commencée. Cela est peut-être passé inaperçu aux yeux de beaucoup, mais les commentateurs politiques autorisés (Gilles Martinet dans le **Nouvel Observateur** du 18 mars, Jacques Derogy dans l'**Express** du 29 mars, Pierre Viansson-Ponté dans le **Monde** du 30) ne s'y sont pas trompés, la révolution française est commencée : M. Dubedout a été élu maire de Grenoble.

Grenoble, n'est-ce pas la ville qu'il fallait pour un succès de la « nouvelle » gauche ? Tout n'y est-il pas « nouveau » justement : la ville elle-même qui ne cesse de grandir, la classe ouvrière qui n'y porte pas de casquette, les formes de luttes elles aussi, que l'**Express** qualifie même, ce n'est pas seulement nouveau, cela devient smart, de grèves « à l'italienne » ?

Grande victoire de la gauche « nouvelle », donc s'appuyant sur de « nouvelles couches » électorales. Grande et noble figure révolutionnaire aussi que celle de M. Dubedout, ancien élève de l'école navale que l'**Express** nous dépeint ainsi : « va à la messe, vouvoie sa femme et ne porte aucune étiquette politique ».

Et ce qui prouve bien que le temps des idéologies est mort, c'est la raison profonde qui a poussé M. Dudebout à se présenter : il n'y avait pas d'eau l'hiver (si l'on en croit l'**Express**), l'été (si on en croit le **Monde**) dans sa salle de bains.

C'est donc une équipe « nouvelle » qui a été élue le 21 mars au conseil municipal de Grenoble : 9 G.A.M. c'est le Groupe d'Action Municipale « apolitique » de M. Dubedout, 10 P.S.U., 17 S.F.I.O. et 1 radical socialiste. Finis enfin les vieux partis et leurs fossiles !

Et si le P.C.F. s'est finalement retiré au deuxième tour devant cette force « nouvelle », c'est, ce ne pouvait être (cf l'**Express**) qu'à la suite « d'un débat dramatique et **inédit** » d'ailleurs pour l'**Express**, Duclos serait descendu à Grenoble pour convaincre les camarades locaux de maintenir leur liste, tandis que pour le **Monde**, il avait pour tâche de les persuader de se retirer !)

La « nouvelle » équipe est donc maintenant en place. Nul doute qu'elle n'apporte des solutions « nouvelles », à son image, aux problèmes qui se posent aux travailleurs grenoblois, et si ni l'**Express**, ni le **Nouvel Observateur** ne nous ont parlé des licenciements chez Neyrpic, ni des tristes résultats des grèves « à l'italienne », ce ne peut être qu'un oubli fâcheux.

EXEMPLAIRE ET PROVOCATEUR !

Sous ce titre, Jean Duvignaud vient de consacrer un article du « Nouvel Observateur » (25 mars 1965) à Léon Trotsky, article qu'il serait sans aucun doute inutile de relever s'il n'était caractéristique de l'attitude de cette gauche qui se veut « nouvelle » vis-à-vis des idées révolutionnaires et des hommes qui les ont incarnées.

A ne lire que le sous-titre de cet article, on aurait l'impression qu'il s'agit de l'œuvre d'un « admirateur » : « Quelle revanche !... — écrit Duvignaud — ... Jamais on n'a autant écrit sur lui, jamais on n'a autant réédité ses œuvres. Trotsky le maudit émerge seul de la cohorte révolutionnaire du levant du siècle ».

Mais ce qu'admire Duvignaud, ce n'est justement pas l'œuvre, mais son destin, « un certain tragique ».

Trotsky a eu un destin « séduisant », Staline non, mais sur le plan politique Duvignaud les renvoie prudemment dos à dos. « Nous ignorons ce qu'eut fait Trotsky s'il avait gardé le pouvoir. Nous ne pouvons dire si la voie stalinienne fut la meilleure. Mais nous pouvons affirmer avec quelque certitude de ne point commettre d'erreur que cette voie n'était point la seule. »

De l'apport théorique de Trotsky, inutile de parler, car « la révolution permanente n'a plus beaucoup d'intérêt idéologique aujourd'hui ». Et cette attitude ne vise pas seulement Trotsky, mais toute la pensée révolutionnaire : « Nul ne peut dire si l'idée révolutionnaire... est capable, encore aujourd'hui, de retrouver sa force, ou si elle n'est qu'un mirage. On serait même tenté de penser... que les changements sociaux appellent aujourd'hui des vocations tout à fait nouvelles. »

Mais si Trotsky est abondamment réédité, cela prouve, contrairement à ce que pense Duvignaud, que pour des milliers de jeunes ses écrits sont incomparablement plus actuels que le « Nouvel Observateur » parce qu'ils apportent, même datant de plus de 25 ans, une explication du monde moderne et une vision révolutionnaire de ses problèmes.

C'est peut-être cela la « revanche » de Trotsky, mais certainement pas que des gens comme M. Duvignaud « écrivent sur lui ».

VOIX OUVRIÈRE

ALORS que l'impérialisme ne parvient à développer les forces productives qu'en faisant planer sur l'humanité la menace de la mort thermo-nucléaire, que depuis des décades il n'y a pas eu une heure où les armes se soient tues complètement à la surface du globe, la classe ouvrière, malgré sa combativité maintes et maintes fois vérifiée, n'est pas parvenue à accomplir sa destinée historique : détruire la société capitaliste pour édifier un ordre nouveau supprimant l'exploitation de l'homme par l'homme, abolissant les classes et l'Etat garant de l'injustice sociale.

Depuis la faillite de la IIe Internationale sombrant dans le chauvinisme en 1914, depuis la bureaucratisation du premier Etat ouvrier, l'Union Soviétique, et la transformation de l'Internationale Communiste en un simple représentant des intérêts diplomatiques de la bureaucratie d'Etat russe, dans aucun des pays avancés du monde la classe ouvrière n'a réussi à créer une organisation de combat susceptible de lui faire conquérir le pouvoir.

Il est évident que le grand responsable de cette situation est le stalinisme. Il n'a pas seulement décimé les révolutionnaires intègres, trahi les luttes révolutionnaires du prolétariat international en Chine, en Allemagne, en Espagne, en France, il a aussi complètement annihilé chez les militants et les ouvriers eux-mêmes la notion d'organisation du prolétariat.

De cette douloureuse expérience, de l'insuccès des tentatives de création d'une organisation « bolchevique-léniniste » capable d'accumuler l'expérience des luttes ouvrières, certains ont conclu que cette organisation n'était plus nécessaire, qu'elle était même nuisible d'autres s'accrochent désespérément aux basques des « grandes » organisations, d'autres encore sautent d'un courant de « pensée » à l'autre. Plutôt que de s'atteler sérieusement à la tâche, ils n'ont fait que généraliser leur propre impuissance et leur propre insuffisance.

Quant à nous, fidèles à la tradition de Lénine et de Trotsky, nous œuvrons dans la mesure de nos moyens à la construction **d'un tel parti**.

FACE

- **à la dégénérescence opportuniste des partis ouvriers traditionnels, parlementaristes et chauvins,**
- **à la bureaucratisation des organisations syndicales désertées par les travailleurs,**

« VOIX OUVRIERE » veut :

- **Défendre les idées révolutionnaires, dans la ligne de la révolution russe d'octobre 1917 des premières années de l'Internationale communiste, de la lutte de l'Opposition de gauche contre la bureaucratie stalinienne.**
- **Montrer la justesse du point de vue révolutionnaire dans les grands événements de la politique internationale comme dans les petits faits de l'exploitation quotidienne.**
- **Regrouper tous ceux qui militent sur le terrain de la lutte des classes.**
- **Contribuer à l'organisation du prolétariat sous toutes ses formes.**
- **Œuvrer à la construction du parti révolutionnaire nécessaire pour que puisse triompher la révolution socialiste mondiale.**

Vingt ans d'histoires RENAULT

Nous continuons à raconter, en citant le plus possible des textes et des documents d'époque, l'histoire des vingt dernières années à la Régie Renault, histoire vue sous l'angle des luttes sociales et non sous celui de la production ou de la technicité car cette dernière est souvent et complaisamment évoquée par les services « promotionnels » de la R.N.U.R.

Dans ce numéro et, probablement, les deux suivants nous retracerons l'histoire de la grève Renault d'avril-mai 1947 qui fut la cause directe du départ des ministres communistes du gouvernement, de la fin de cette nouvelle Union Sacrée qui permit à la bourgeoisie française d'être remise en selle, grâce au « retroussons nos manches ». A cette époque la grève était « l'arme des trusts » suivant le P.C.F. et les travailleurs qui revendiquaient de meilleurs salaires ou de meilleures conditions de travail n'étaient que des « saboteurs » ou des « agents de la Gestapo ».

Voici comment l' « Express » du 8-14 mars 1965 évoque cette grève dans les extraits qu'il publia de l'ouvrage de Georgette Elgey sur « La vie secrète de la IVe » :

« Le vendredi 25, à 6 h 30, un piquet de grève monte la garde à la porte de deux des ateliers les plus importants des usines Renault : engrenages et boîtes de vitesses. Le courant a été coupé ; chaque transformateur est surveillé par des grévistes. A 8 h, 1.500 ouvriers, réunis dans le hall par un militant trotskyste, Pierre Bois, votent, à une majorité d'environ 85 %, la grève illimitée. Leur revendication : une augmentation horaire, de 10 Fr.

Le lundi, les grévistes sont douze mille ; vingt mille le lendemain... Jusqu'à présent, Thorez a toujours condamné, en des termes d'une extrême violence, les grèves qui mettent en cause la politique gouvernementale. Jamais sans doute un Conseil des ministres n'a entendu, en France, diatribe aussi véhémente contre les ouvriers que celle de Thorez sur les typographes parisiens coupables, en février 1946, d'avoir déclenché une grève :

« Ce sont des anarchistes qui se sont déshonorés pendant la guerre. Jamais je n'ai entendu parler d'un ouvrier du Livre qui ait refusé d'imprimer la « Pariser Zeitung ».

En avril 1947, le P.C. est obligé de se rallier aux grévistes de Renault parce qu'ils donnent le signal d'un mouvement revendicatif comparable à celui de 1936 ».

Les lignes qui suivent sont empruntées à un récit de la grève que publia le militant trotskyste auquel il est fait allusion plus haut, Pierre Bois, dans la revue syndicaliste révolutionnaire, « La Révolution Prolétarienne » (n° 304, juin 1947).

« Depuis des mois chez Renault, comme partout, le mécontentement des ouvriers augmentait en même temps qu'augmentaient les difficultés de la vie.

Quelle est la situation chez Renault ? On a souvent dit que Renault était la boîte la plus mal payée de la région parisienne. Ce n'est pas tout à fait exact. En général, dans la métallurgie, les boîtes moyennes et surtout les petites boîtes payent davantage que les grosses entreprises genre Renault ou Citroën. Cela tient à ce que dans les petites boîtes la rationalisation est beaucoup moins poussée que dans les grosses. Les patrons ont intérêt à garder leur personnel qui se compose en grande partie d'ouvriers professionnels. Dans les grosses entreprises, du fait de la rationalisation, le personnel se compose en grande partie d'ouvriers spécialisés, facilement remplaçables.

D'autre part, dans les grosses entreprises, le patronat a les reins plus solides pour résister à la pression ouvrière.

S'il est vrai que les ouvriers des grosses boîtes sont moins payés que ceux des petites, les tarifs dans les grosses entreprises, comme Citroën et Renault, sont sensiblement les mêmes. Il est évident qu'on peut montrer des bulletins de paye de 42 francs et 34,30 francs chez Renault, tandis qu'on montre des bulletins de 62 francs chez Citroën. Mais l'inverse est également vrai. Tout dépend des conditions de travail et du moment.

Ainsi, dans l'ensemble, avant l'augmentation des 25 %, les ouvriers de Renault étaient mieux payés que ceux de chez Citroën. Depuis que les ouvriers de chez Citroën se sont mis en grève et ont failli renverser la voiture de Hénaff (fin février 1947), la moyenne des salaires chez Citroën est sensiblement supérieure à celle de chez Renault.

On a essayé d'expliquer la prétendue infériorité des salaires chez Renault par le fait des nationalisations. Au début de la grève, les ennemis des nationalisations — toute la presse de droite — ont tenté d'expliquer notre grève par la faillite des nationalisations. Et s'ils ont eu l'air d'appuyer notre mouvement au début, ils se sont immédiatement rétractés lorsqu'ils ont vu que le conflit devenait un problème gouvernemental. Les amis des nationalisations ont essayé de faire croire que notre mouvement était uniquement dirigé contre les nationalisations. Tout cela est faux.

En réalité, dès 1945, dans de nombreuses boîtes, notamment chez Citroën, une forte opposition se manifesta, de très nombreuses grèves sporadiques eurent lieu et si elles ne donnèrent que des résultats insignifiants, c'est que la bureaucratie syndicale, ne rencontrant pas une opposition organisée suffisamment forte, fut à chaque fois en mesure de saboter les mouvements. C'est ainsi que plusieurs camarades, après un travail de quelques mois, furent mis à la porte ou durent prendre leur compte après les brimades conjuguées de la section syndicale et de la direction.

Le mouvement de mécontentement chez Renault, qui a abouti à la grève, n'est pas d'aujourd'hui et il n'est pas non plus particulier à Renault. Chez Renault, comme partout ailleurs, la section syndicale était incapable d'interpréter ce mécontentement. Elle ne s'en souciait pas. Elle vivait en dehors ou au-dessus des ouvriers. Pourtant elle prétendait grouper 17.000 adhérents sur les 30.000 ouvriers. En réalité, la plupart ne payaient plus leurs cotisations. Il n'y avait plus de réunions syndicales et quand, par hasard, il y avait une assemblée, le nombre des présents était infime. Devant la carence de la section syndicale, les ouvriers devaient donc chercher un autre moyen de se défendre.

Aussi nous disions dans le tract qui convoquait au meeting public du lundi 28 avril : « Les organisations dites ouvrières, non seulement ne nous défendent pas, mais encore s'opposent à notre lutte. C'est à nous qu'il appartient de défendre nous-mêmes nos revendications : 1° 10 Fr. de l'heure sur le taux de base ; 2° Paiement intégral des heures de grève. Seule l'action peut nous donner satisfaction.

« Nous avons déclenché le mouvement. Nous appelons tous les ouvriers à se joindre à nous, à nommer des représentants qui viendront se joindre à notre comité de grève qui siège en permanence au Département 6 (secteur Collas) ».

Notre tract du 6 mai explique la cause du conflit : « En réalité ce sont les dépenses ruineuses de l'Etat qui provoquent l'inflation. M. Ramadier qui fait fonctionner la planche à billets pour couvrir, en partie, ces dépenses veut en même temps en rendre responsable la classe ouvrière. La classe ouvrière, voilà l'ennemi pour ceux qui parlent au nom des capitalistes. La classe ouvrière doit non seulement supporter tous les sacrifices qu'on lui impose au nom de promesses non tenues ; mais dès qu'elle réclame les choses les plus indispensables pour vivre, on l'accuse, par-dessus le marché, de tous les maux qui sont les conséquences du fait que l'économie est dirigée par une poignée de capitalistes parasites.

« Nous voulons la hausse des salaires par rapport aux profits des capitalistes.

« Notre revendication : le minimum vital en fonction du coût de la vie, c'est-à-dire garanti par l'échelle mobile, n'est pas une revendication particulière. C'est une revendication qui intéresse toute la classe ouvrière.

« Contrairement à ce qu'on a tenté d'expliquer, la grève Renault n'a pas eu lieu parce que chez Renault on est plus mal payé que partout ailleurs. Si le tarif de chez Renault est actuellement un peu inférieur à Citroën ou à certaines petites boîtes il est supérieur au tarif de boîtes même importantes comme le L.M.T., la Radiotechnique, l'Air liquide, etc.

« Lorsque nous sommes allés à la Commission du travail, M. Beugnez, le président de cette commission et député M.R.P., nous a dit : « Il y a quelque chose qui ne tourne pas rond chez Renault, mais je crois qu'il faut ramener le conflit à des propositions techniques. » Pour ces gens-là il fallait limiter le conflit à des propositions techniques. Mais le conflit Renault n'était pas un conflit technique. C'était un conflit social. Les ouvriers de notre usine ont mené un combat d'avant-garde dans un mouvement général. Et la meilleure preuve, c'est que la lutte pour la revalorisation des salaires, commencée chez Renault, s'est étendue à tout le pays. »

LA MONTEE DE LA GREVE

Depuis quelques semaines, dans l'usine, se manifestaient divers mouvements qui avaient tous pour origine une revendication de salaire. Tandis que la production a augmenté de 150 % en un an (66,5 véhicules en décembre 1945 et 166 en novembre 1946) notre salaire a été augmenté seulement de 22,5 % tandis que l'indice officiel des prix a augmenté de 60 à 50 %.

Dans l'île, c'est pour une question de boni que les gars ont débrayé ; à l'entretien, c'est pour réclamer un salaire basé sur le rendement. Au modelage fonderie, les ouvriers ont fait une semaine de grève. Ils n'ont malheureusement rien fait pour faire connaître leur mouvement parce qu'ils pensaient que « tout seuls, ils avaient plus de chance d'aboutir ». Au bout d'une semaine de grève, ils ont obtenu une augmentation de 4 Fr. sauf pour les P1.

A l'artillerie aussi, il y a eu une grève. Ce sont les tourneurs qui ont débrayé les premiers, le jeudi 27 février, à la suite d'une descente des chronos. Les autres ouvriers du secteur se sont solidarisés avec le mouvement et une revendication générale d'augmentation de 10 Fr. de l'heure ainsi que le réglage à 100 % ont été mis en avant. Cela équivalait à la suppression du travail au rendement.

« Sous la pression de la C.G.T. le travail a repris. Finalement, les ouvriers n'ont rien obtenu, si ce n'est un rajustement du taux de la prime, ce qui leur fait 40 centimes de l'heure.

A l'atelier 5, (trempe, secteur Collas), un débrayage aboutit à une augmentation de 2 francs.

A l'atelier 17 (matrices), les ouvriers qui sont presque tous des professionnels, avaient revendiqué depuis trois mois l'augmentation des salaires. N'ayant aucune réponse, ils cessèrent spontanément le travail.

Dans un autre secteur, les ouvriers lancent une pétition pour demander la réélection des délégués avec les résultats suivants : 121 abstentions, 42 bulletins nuls comportant des inscriptions significatives à l'égard de la direction syndicale. 172 au délégué C.G.T., 32 au délégué C.F.T.C.

Au secteur Collas les ouvriers font circuler des listes de pétition contre la mauvaise répartition

● Suite page 2

Le 2e congrès de l'U.G.T.A.

● Suite de la page 7

Ben Bella se borne à négocier les parts de l'Etat algérien dans les profits des sociétés étrangères (voir les entretiens pétroliers franco-algériens qui se sont tenus dernièrement à Alger. Dans ce cadre ses déclarations violentes apparaissent comme de simples pressions dans la négociation et surtout comme démagogie à l'usage des masses. On peut citer en exemple la déclaration de Saida, le 28 février dernier : « Le colonialisme détient encore des privilèges dans ce pays ; le gaz, le pétrole. Il est encore en train de tramer des complots, il continue d'acheter des gens avec ses milliards, nous allons lui reprendre des dizaines de milliards, car il suce notre sang et profite de la sueur de nos travailleurs à Hassi-Messaoud ». Dans le même temps chacun soulignait le caractère « positif », l'atmosphère cordiale des négociations pétrolières franco-algériennes qui s'achevaient à Alger.

oOo

Le refus du chantage de l'impérialisme, implique le pouvoir réel des masses travailleuses et leur contrôle direct sur l'économie et non un simulacre d'autogestion. Mais la victoire des ouvriers et des fellahs algériens dépend, en premier lieu, de l'appui des travailleurs français dans la lutte contre l'ennemi commun : l'impérialisme en général et le nôtre en particulier. Car si l'Etat de Ben Bella ne peut se passer de l'impérialisme, les masses algériennes ne pourront elles se passer de l'appui du prolétariat français et du prolétariat mondial.

Gérard NIDRAUX.

PERMANENCES

● **PARIS :**

Ve arrondissement : Café « Le Petit Cardinal », 29, rue Monge. Métro : Cardinal-Lemoine, le **samedi de 12 à 17 heures.**

Xe arrondissement : au siège de VOIX OUVRIERE, le **samedi de 16 à 20 heures.**

XIe arrondissement : Permanence supprimée.

XIIIe arrondissement : Café « A l'Autobus - Chez Maxime », 117, avenue d'Italie. Métro : Maison-Blanche, le **jeudi de 17 à 19 heures.**

XIVe arrondissement : Café « Champagne », 127, avenue du Général-Leclerc. Métro : Porte d'Orléans, le **mercredi de 17 h 30 à 19 h 30.**

XVe arrondissement : Café « Au Métro », place Balard, **tous les jeudis, de 17 h. 30 à 19 heures.**

XVIIIe arrondissement : Café « Le Souterrain », 47, boulevard Ney. Métro : Porte de Clignancourt, le **mardi de 17 h 30 à 19 h 30.**

● **BANLIEUE :**

ARGENTEUIL : Café de Paris, 102, rue E.-Vaillant, **le samedi, de 12 à 14 h.**

BILLANCOURT: Bar « A l'Olimpic » 98, av. du Général-Leclerc le jeudi de 17 h 30 à 19 h 30.

LEVALLOIS : Café « Chez René », 20, rue Baudin. Métro : Pont de Levallois, le **mercredi de 17 à 19 heures.**

● **PROVINCE :**

BESANÇON : Café National, quai de Strasbourg.

CLERMONT-FERRAND : « Café de France », 22, place Delille, **Jeudis 8 avril et 22 avril de 10 à 12 h. et de 17 à 19 heures.**

GRENOBLE : Café «D'Autrans» 5, cours Berriat, les **mardis 30 13 avril et 27 avril de 17 h 30 à 19 heures.**

LYON : Café « Le Clos Vert », 113, rue de la Guillotière (face église Saint-Louis), le **samedi de 17 à 20 heures.**

LYON : Café « Les Etats-Unis » avenue du Professeur-Beauvisage, Lyon-8e. **Le mercredi, de 17 h 30 à 19 h 30.**

MARSEILLE : « Bar de la Treille », 15, place Jules-Guesde (place d'Aix), le **vendredi, de 18 à 20 heures.**

SAINT-CHAMOND : Café «Idéal-Bar », 44, rue Gambetta, les **jeudis 8 avril et 22 avril de 18 h à 19 h. 30.**

SAINT-ETIENNE : « Bar des Copains », 11, rue Tréfilerie. **Jeudi, de 15 à 17 heures.**

SAINT-NAZAIRE : Café « Les Tilleuls », 35, boul. Gambetta. **Le samedi, de 16 à 18 h.**

TOULOUSE : Café « Valade », 39, rue Valade, **les jeudis 8 avril et 22 avril ,de 17 h à 18 h 45.**

TOULOUSE : « Grand Café des Minimes », 1, avenue des Minimes. **Vendredi 9 avril et 23 avril de 17 h. 30 à 18 h. 30.**

VOIX OUVRIERE
29, rue de Château-Landon
Paris-Xe
Abonnement 6 mois : 10 F, au nom de Maurice Schroedt. C.C.P. Paris 9424-78.

Directeur de publication : M. SCHROEDT

Distribué par les N.M.P.P.

Imprimerie Parisienne Wilson - Proudhon
86, avenue du Président-Wilson
La Plaine-Saint-Denis (Seine)

Travail executé par des ouvriers syndiqués.